



**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**NOTE MENSUELLE DE CONJONCTURE  
ECONOMIQUE DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA A FIN OCTOBRE 2020**

Janvier 2021



**BCEAO**

BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**NOTE MENSUELLE DE CONJONCTURE ECONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA A  
FIN OCTOBRE 2020**

---

**Janvier 2021**

---

## SOMMAIRE

---

	<b>Pages</b>
<b>PRINCIPALES TENDANCES DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE</b>	<b>3</b>
<b>I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL</b>	<b>6</b>
1.1. Activité économique dans le monde	<b>6</b>
1.2. Actions des banques centrales	<b>7</b>
1.3. Marchés des matières premières	<b>8</b>
1.4. Marchés financiers mondiaux	<b>11</b>
<b>II. ACTIVITÉS ECONOMIQUES DANS L'UEMOA</b>	<b>13</b>
2.1. Production de biens et services	<b>13</b>
2.2. Inflation	<b>18</b>
<b>III. TAUX D'INTERET, LIQUIDITE ET SITUATION MONETAIRE</b>	<b>19</b>
3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaire et interbancaire	<b>19</b>
3.2. Taux d'intérêt débiteurs	<b>20</b>
3.3. Liquidité bancaire	<b>21</b>
3.4. Situation monétaire	<b>22</b>
<b>IV. MARCHE FINANCIER DE L'UEMOA</b>	<b>25</b>
4.1. Marché boursier de l'UEMOA	<b>25</b>
4.2. Marché des titres de la dette publique	<b>26</b>
<b>V. PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE L'UEMOA</b>	<b>27</b>
5.1. Environnement international	<b>27</b>
5.2. Perspectives de croissance dans l'UEMOA	<b>33</b>
5.3. Perspectives d'évolution de la situation monétaire de l'Union	<b>34</b>
5.4. Perspectives d'inflation	<b>35</b>
<b>ANNEXES STATISTIQUES</b>	<b>37</b>

---

---

## PRINCIPALES TENDANCES DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE

### 1- Évolution récente

L'activité économique mondiale a poursuivi sa tendance haussière, mais à un rythme plus faible du fait de l'aggravation de la situation sanitaire aux Etats-Unis et en Europe. La demande accumulée pendant la première vague de la Covid-19 et l'aide offerte par plusieurs gouvernements pour soutenir le revenu des ménages expliquent le maintien de la reprise. L'activité économique mondiale s'est renforcée, notamment dans les principaux pays émergents partenaires de l'UEMOA. Les soutiens budgétaire et monétaire, mis en place par les Etats et les banques centrales, continuent de soutenir la relance.

Aux Etats-Unis, la croissance de l'activité économique a été entamée par la résurgence du coronavirus, la dégradation de la confiance des consommateurs et la fin du soutien budgétaire de l'Etat américain. Dans la zone euro, l'activité économique a fortement ralenti, avec la faiblesse de la demande intérieure, induite par la dégradation de la confiance des consommateurs. La contraction de l'activité du secteur privé, sous l'effet des mesures de restriction mises en place pour contrer la deuxième vague de la pandémie de coronavirus, a accentué la tendance. Au Japon, la reprise économique se poursuit, en lien avec le regain de dynamisme de la production industrielle, soutenu par le commerce international. Au niveau des pays émergents, l'activité économique continue sur sa tendance haussière, avec l'ouverture des économies à travers le monde et les mesures de relance mises en œuvre pour contenir les effets de la crise sanitaire, en soutenant la demande intérieure. En particulier, en Chine, la reprise de l'économie se consolide, en liaison avec l'amélioration progressive de la demande post-crise sanitaire et les mesures de soutien engagées par le gouvernement. Dans ce contexte, les banques centrales continuent de maintenir, voire renforcer, l'orientation accommodante de leur politique monétaire pour contenir l'impact négatif de la flambée des contaminations à la Covid-19. Ces actions visent à asseoir les conditions de financement favorables, stables et prévisibles pour une reprise solide, durable et généralisée de l'activité.

Les cours des matières premières exportées par les pays de l'Union ont accusé un repli de 1,3%, après une réalisation de -0,3% en septembre 2020, du fait de l'intensification des incertitudes touchant la reprise de la demande mondiale durant la période sous revue. Les baisses des prix concernent les produits non énergétiques, accentuées par le recul des cours des produits énergétiques. En revanche, les prix des principaux produits alimentaires importés dans l'UEMOA ont augmenté au cours de la période sous revue. Les marchés financiers mondiaux ont connu, au cours du mois d'octobre 2020, des évolutions contrastées. Les investisseurs ont été partagés entre les espoirs de découverte d'un vaccin contre la Covid-19, la bonne tenue des exportations en Chine et la multiplicité des sources d'inquiétudes (incertitude politique quant à l'issue des discussions sur le plan de relance aux Etats-Unis, risques sanitaires persistants, etc.). La monnaie européenne s'est dépréciée à l'égard des principales monnaies étrangères. Elle a été pénalisée par le regain

---

d'inquiétudes sur l'évolution de la pandémie et de la situation économique de la zone euro. La dépréciation notée face aux devises des pays avancés concerne notamment le yen japonais (-0,5%), le franc suisse (-0,4%), la livre sterling (-0,2%) et le dollar des Etats-Unis (-0,1%). Au niveau de l'Afrique de l'Ouest, le franc CFA s'est déprécié de 0,2% par rapport aux monnaies des pays de l'Afrique de l'Ouest, après de fortes appréciations en septembre (+2,9%) et août (+14,8%).

Au niveau de l'UEMOA, les indicateurs de conjoncture à fin octobre 2020 font ressortir un accroissement de l'activité économique, du fait de la conjoncture favorable au niveau des secteurs des services marchands (+2,9% contre +0,4%), des activités commerciales (+1,9% contre +1,5%) et des bâtiments et travaux publics (+0,3% contre +1,3% en septembre). Cette situation est en phase avec l'assouplissement des mesures de restrictions prises par les Etats pour contenir la propagation de la Covid-19, ainsi que les retombées des efforts de soutien des Etats et de la BCEAO. L'impact négatif de la situation politique en Côte d'Ivoire, avec les divergences croissantes entre les acteurs pour la tenue des élections du 31 octobre 2020, a exercé un effet modérateur. Quant à l'inflation, elle a poursuivi sa tendance haussière dans les pays de l'Union, en dépassant le seuil de 3,0% pour la deuxième fois cette année depuis novembre 2012. Au cours de cette période de référence, il avait atteint 3,2% à la suite de la chute de 17,5% de la production céréalière dans la zone. Cette orientation de l'inflation est imputable essentiellement à la composante « alimentaires », dont la contribution à l'inflation totale est passée de 2,3 points de pourcentage à fin septembre 2020 à 2,6 points de pourcentage à fin octobre 2020. Au plan de la conjoncture monétaire et financière de l'UEMOA, les taux d'intérêt sur le marché monétaire ont fortement baissé durant le mois d'octobre 2020, en lien avec la mise en œuvre des mesures exceptionnelles prises par la BCEAO pour accroître le financement de l'économie réelle à moindre coût, notamment par la récente baisse à 2% des taux directeurs du marché monétaire et la décision de la BCEAO de satisfaire tous les besoins exprimés par les banques à ce taux. Le rythme de progression de la masse monétaire a, toutefois, légèrement ralenti par rapport au mois précédent, en s'affichant à 15,0%, en glissement annuel, à fin octobre contre 15,5% un mois plus tôt. Quant au taux de couverture de l'émission monétaire, il s'est établi à 73,9%, contre 74,7% le mois précédent.

## **2- Perspectives**

L'activité économique mondiale poursuit sa reprise. Le regain d'espoir lié à la découverte de plusieurs vaccins efficaces et la reprise de l'activité plus tôt qu'escompté, notamment dans les pays avancés et en Chine permettraient la bonne animation du marché de travail et le retour à la normale de l'activité au niveau des industries et des services. Le maintien des soutiens budgétaire et monétaire renforcerait la tendance. Les changements des modes de travail et de consommation, permettant de réduire la transmission, pourraient renforcer la confiance et l'activité économique. Toutefois, les confinements actuels consécutifs à la deuxième vague du virus, avec la flambée de nouvelles infections, notamment aux Etats-Unis, en Asie, en Europe et en Afrique seront à l'origine de nouvelles perturbations de l'activité économique au quatrième trimestre 2020, particulièrement en Europe. La volatilité des cours des produits de base, la montée du protectionnisme, l'instabilité politique et le regain de tensions commerciales constituent également des

---

risques baissiers.

Dans ces conditions, les Etats et les banques centrales continueraient à utiliser tous les instruments à leur disposition pour protéger les vies, les emplois et les revenus des populations. Les actions vigoureuses entreprises soutiendraient la reprise de l'économie mondiale et augmenteraient la résistance du système financier, tout en apportant une protection face aux risques baissiers. A cet effet, le FMI prévoit une remontée du taux de croissance du PIB mondial en 2021, à +5,2% (-0,2 point par rapport à juin 2020). Quant à l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE), elle table désormais sur un rebond de l'économie mondiale de 4,2% en 2021 et de 3,7 % en 2022, après une récession de 4,2% en 2020. L'OCDE s'attend à un retour du PIB mondial à son niveau d'avant la pandémie dès la fin 2021, mais elle estime que la reprise sera inégale.

Au plan interne, sur le quatrième trimestre 2020, les économies de l'Union renforceraient la reprise, entamée en juin 2020. Elle serait tirée par la hausse attendue de la demande intérieure et extérieure, du fait de la levée des mesures restreignant certaines activités (transport, tourisme, hôtellerie, etc.). La tendance haussière des cours internationaux de la plupart des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA aurait des effets positifs sur le budget des Etats de l'Union, atténuant les retombées de la Covid-19 sur la croissance. Les mesures prises par les autorités monétaires de l'Union, notamment la baisse des taux directeurs et l'alignement de l'offre de la monnaie centrale aux besoins des banques, afin d'atténuer l'impact économique de la pandémie sur le système bancaire et le financement des activités économiques, ainsi que les plans de riposte et de relance des Etats continueraient de renforcer la vigueur de la croissance. Cependant, la dégradation de la situation sanitaire dans certains partenaires en Europe et aux Etats-Unis, du climat sécuritaire et social dans les pays de l'Union amoindrirait le profil ascendant des économies de l'Union.

A cet effet, selon les estimations effectuées par la BCEAO, sur la base des derniers résultats et des dernières informations disponibles, l'activité économique, en variation annuelle, maintiendrait sa tendance haussière au quatrième trimestre 2020 (+1,0%), après une réalisation de +0,6% le trimestre précédent. Les performances économiques au quatrième trimestre 2020 seraient tirées par la bonne tenue des activités extractives, de production d'énergie et de services, du fait de la levée des restrictions imposées par les Etats et de la mise en œuvre de plans de relance. Le secteur des bâtiments et travaux publics, ainsi que des activités commerciales continue sur son profil baissier, mais en nette amélioration. Sur l'année en cours, il est attendu un affaiblissement des performances économiques, avec un taux de croissance de +0,7%, après une réalisation de 5,8% en 2019.

Du côté de l'inflation, sur la proche période, les informations disponibles à ce jour font état de la poursuite de la tendance haussière du taux d'inflation, à +3,2%, en glissement annuel, à fin novembre 2020, après une réalisation de 3,4% le mois précédent. Le maintien du rythme ascendant du niveau général des prix est essentiellement imputable à la poursuite de la hausse des prix des produits alimentaires dans la plupart des pays de l'Union. Cette évolution serait en lien avec l'approvisionnement insuffisant des marchés, induit par la baisse de la production agricole dans certains pays de l'Union. Pour l'ensemble de l'année 2020, le taux d'inflation s'établirait à +2,3%, après une réalisation de -0,7% en 2019, sous

---

l'influence de l'accroissement des prix des produits alimentaires et de la reprise des cours du pétrole.

## I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

### 1.1 Activité économique dans le monde

En octobre 2020, l'activité économique mondiale a poursuivi sa tendance haussière, mais à un rythme plus faible du fait de l'aggravation de la situation sanitaire aux Etats-Unis et en Europe. La demande accumulée pendant la première vague de Covid-19 et l'aide offerte par plusieurs gouvernements pour soutenir le revenu des ménages expliquent cette reprise. L'activité économique mondiale s'est notamment renforcée dans les principaux pays émergents partenaires de l'UEMOA. Les soutiens budgétaire et monétaire, mis en place par les Etats et les banques centrales, continuent de maintenir la relance.

**Aux Etats-Unis**, la croissance de l'activité économique a été entamée par la résurgence de coronavirus et la fin du soutien budgétaire du gouvernement. Les ventes de détail ont ralenti (+0,3% en octobre, après +1,6% en septembre 2020). La nette décélération des ventes de détail aux Etats-Unis est liée à la baisse de revenus des ménages, avec la fin du soutien budgétaire et de la dégradation de la confiance des consommateurs (indice de confiance passant de 101,3 points en septembre à 100,9 points en octobre 2020). L'augmentation de la production industrielle (+1,1%), après une baisse de 0,4% en septembre a exercé un effet modérateur. Dans la **zone euro**, l'activité économique a fortement ralenti, avec la faiblesse de la demande intérieure induite par la dégradation de la confiance des consommateurs (indice de confiance passant de -13,9 points en septembre à -15,5 points en octobre 2020). En outre, l'activité du secteur privé est retombée en territoire de contraction, sous l'effet des mesures de restriction mises en place pour contrer la deuxième vague de la pandémie de coronavirus (49,4 points en octobre contre 50,4 points en septembre). La faiblesse de la demande a été provoquée par la pandémie de la Covid-19, avec l'augmentation des cas de contaminations dans plusieurs pays de la zone euro. Parmi les principales économies de la zone euro, la France (47,3 points contre 48,5 points) reste pénalisée par les nouvelles mesures de restriction mises en place pour tenter d'endiguer la résurgence de la pandémie de coronavirus, tandis que l'Allemagne (54,5 points contre 54,7 points) maintient ses performances inchangées. L'économie **britannique** continue sur son trend haussier en octobre 2020, en lien avec la bonne tenue de la demande intérieure. En effet, les ventes de détail ont augmenté pour le sixième mois consécutif (+1,2%). **Au Japon**, la reprise économique se poursuit, en lien avec le regain de dynamisme de la production industrielle pour le cinquième mois consécutif (+3,8% en octobre après +3,9% et 1,0% en septembre et août, respectivement). L'essor du secteur manufacturier nippon est soutenu par le commerce international.

Au niveau des pays émergents, la tendance haussière de l'activité économique se poursuit, avec l'ouverture des économies à travers le monde et les mesures de relance mises en oeuvre pour contenir les effets de la crise sanitaire. Ces efforts ont soutenu la demande intérieure. En **Chine**, l'économie consolide sa reprise, en liaison avec l'amélioration progressive de la demande post-crise sanitaire et les mesures de soutien engagées par le gouvernement, celles-ci ayant permis la hausse, en rythme annuel, de l'investissement en actifs immobilisés sur la période janvier-octobre 2020 (+1,8%). La

---

production industrielle a, pour le huitième mois consécutif, augmenté (+5,9% en octobre et septembre, après +5,6% en août). La consommation privée a poursuivi sa reprise, avec la hausse des ventes de détail de 4,3%, après une réalisation de 3,3% en septembre 2020. **En Inde**, avec l'assouplissement en début juin 2020 des restrictions sanitaires, l'activité économique a renoué avec une tendance haussière, en lien avec la bonne tenue de la demande intérieure, celle en provenance de l'étranger restant toujours faible. En effet, la croissance de l'activité du secteur privé s'est accentuée en octobre 2020, comme le montre l'indice PMI composite (58 points après 54,6 points en septembre). L'expansion concerne aussi bien les services que le secteur manufacturier. Le **Brésil**, tirant profit de la hausse des cours des produits de base et de la demande intérieure, a renforcé sa reprise en octobre 2020. L'indice PMI du secteur privé (services et secteur manufacturier) ressort à 55,9 points après 53,6 points en septembre, s'installant dans la zone de confort de la croissance. Cette tendance de mai à octobre 2020 de l'activité du secteur privé confirme la reprise, après l'effondrement lié à la pandémie de coronavirus. L'économie a poursuivi sa reprise **en Afrique du Sud** depuis juin 2020, avec la levée des mesures sanitaires ayant mis à l'arrêt de pans entiers de l'économie (tourisme, mines, industries, etc.). L'indice PMI du secteur manufacturier s'est maintenu en territoire positif, en passant de 60,9 points en septembre à 52,6 points en octobre 2020. La persistance de la crise sanitaire ayant occasionné la mort de 21.644 personnes au 2 décembre 2020 et la dégradation des conditions financières ayant aggravé l'endettement des ménages et entreprises expliquent le ralentissement de l'économie sud-africaine. **En Russie**, l'activité économique continue sur son profil haussier, soutenu par la bonne tenue des cours du pétrole et les mesures de soutien à l'économie face à la pandémie de la Covid-19. A cet effet, la production industrielle reste en nette progression en octobre (+3,8%), ainsi que les ventes de détail (+2,1%). Dans les pays voisins de l'Union, la conjoncture économique reste en territoire négatif mais en net redressement. En particulier, au **Nigeria**, avec la hausse des cours du pétrole et la levée de restrictions d'activité liées à la pandémie de la Covid-19, le secteur privé maintient une tendance haussière pour s'éloigner du creux d'avril 2020 (indice PMI composite s'est établi à 49,4 points en octobre, son plus haut niveau depuis le mois mars 2020 où cet indicateur atteignait 51,1 points).

## 1.2. Actions des banques centrales

Au cours de la période sous revue, les banques centrales à travers le monde continuent de maintenir, voire renforcer, l'orientation accommodante de leur politique monétaire pour contenir l'impact négatif de la flambée des contaminations à la Covid-19. Les actions visent à asseoir les conditions de financement favorables, stables et prévisibles pour une reprise solide, durable et généralisée de l'activité.

**Aux Etats-Unis**, la Réserve fédérale (FED) estime que la reprise de l'économie américaine est loin d'être achevée. La dynamique risque de s'inverser si le coronavirus n'est pas maîtrisé. A cet effet, la FED a évoqué en octobre 2020 la possibilité de nouvelles mesures de soutien, susceptibles de s'ajouter à celles mises en œuvre depuis mars 2020. Elle a plaidé pour une aide accrue aux entreprises et aux ménages. Enfin, la FED reste déterminée à utiliser toute la palette d'outils pour soutenir l'économie. **En Zone euro**, la Banque centrale européenne (BCE) a, le 29 octobre 2020, laissé sa politique monétaire inchangée, tout en indiquant que des mesures de soutien supplémentaires interviendrait en décembre 2020 pour contrer les dégâts économiques de la deuxième vague de la pandémie. La BCE s'est



---

engagée à poursuivre ses achats de titres sur le marché dans le cadre du programme d'achats d'urgence face à la pandémie, dont l'enveloppe totale a été portée en juin de 750 milliards à 1.350 milliards d'euros. Dans le cadre des études en cours sur l'éventualité d'un passage à des taux sous zéro en cas de besoin, la **Banque d'Angleterre (BoE)** a invité les établissements de crédit à comprendre les implications d'une telle évolution de la politique monétaire. Les banques doivent répondre à cette demande au plus tard le 12 novembre 2020. Durant la période sous revue, la BoE a augmenté le montant de ses achats d'actifs de 150 milliards de livres sterling pour le porter à 895 milliards de livres (près de 990 milliards d'euros). **La Banque du Japon (BoJ)** a, le 29 octobre 2020, maintenu son objectif de taux d'intérêt à court terme à -0,1% et son engagement à encadrer les rendements à long terme autour de zéro. La BoJ, qui n'est pas à court d'outils pour amortir le choc économique de la pandémie de Covid-19, est prête à prendre des mesures d'assouplissement supplémentaires. **La Banque du Canada** a, le 28 octobre 2020, maintenu son taux directeur à 0,25%. Elle a orienté son programme d'achat d'actifs vers les obligations à plus long terme, qui ont une influence directe sur les taux d'emprunt des ménages et des entreprises. La Banque du Canada maintiendrait son taux directeur à son plus bas niveau historique jusqu'en 2023.

Au niveau des **pays émergents**, les banques centrales ont maintenu inchangée l'orientation accommodante de la politique monétaire, à l'exception de celle de Turquie. La Banque centrale de **Turquie** a, le 24 septembre 2020, relevé son principal taux d'intérêt de 200 points de base, pour la première fois en deux ans, pour soutenir la livre turque qui bat des records à la baisse. Le principal taux d'intérêt a été porté à 10,25% contre 8,25%.

Dans la région **Afrique**, avec la persistance des risques sanitaire et économique, la Banque centrale d'Egypte a, le 25 septembre 2020, réduit son taux directeur de 50 points de base à 8,75%. Face au risque de récession économique, la Banque centrale du Nigeria a, le 22 septembre 2020, décidé d'une baisse surprise de son principal taux directeur, passant de 12,5% à 11,5%. Dans le but de contribuer à la mise en place des conditions favorables pour relancer l'investissement et rétablir le rythme de l'activité économique, tout en préservant la stabilité financière. La Banque centrale de Tunisie (BCT) a, le 1<sup>er</sup> octobre 2020, abaissé son taux d'intérêt directeur de 50 points de base, à 6,25%. Quant à la Banque centrale du Ghana, elle a lors de sa réunion du 28 septembre 2020 maintenu inchangée l'orientation de sa politique monétaire, avec un taux directeur à 14,5%. Les indicateurs avancés de l'activité économique confirment la reprise. La Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC) a, le 30 septembre 2020, maintenu inchangé son taux directeur à 3,25%.

### **1.3 – Marchés des matières premières**

***Les cours des matières premières exportées par les pays de l'Union ont rompu avec leur tendance haussière durant la période sous revue, sous l'effet des incertitudes liées à la flambée de contaminations à la Covid-19 qui ont affaibli la demande mondiale. En revanche, les cours des produits alimentaires importés ont continué sur le trend haussier.***

Les prix des principaux produits de base exportés par les pays de l'Union accusent un repli de 1,3%, après une réalisation de -0,3% en septembre 2020, du fait de

---

l'intensification des incertitudes touchant la reprise de la demande mondiale. Les baisses des prix concernent les produits non énergétiques (-1,4% après +0,5% en septembre 2020), accentuées par le recul des cours des produits énergétiques (-0,1% contre -6,1% en septembre 2020).

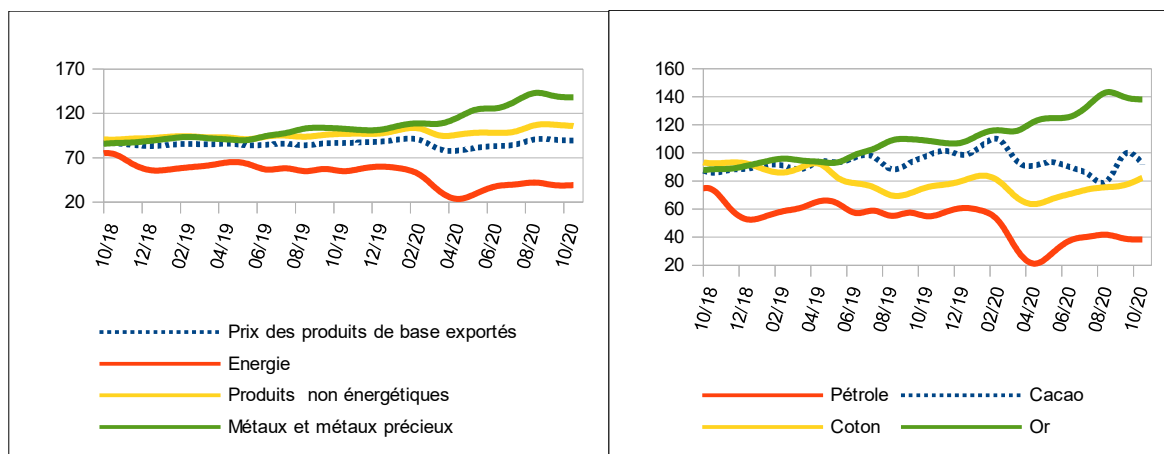
La diminution des cours des matières premières non énergétiques exportées par les pays de l'Union concerne le cacao (-6,8% contre +4,7%), le café (-6,2% contre +0,5%), l'or (-1,1% contre -2,4%) et de bois (-1,0% contre -0,7%). Les hausses des prix notées au niveau du caoutchouc (+12,8% contre +5,0%), du coton (+6,7% contre +2,0%), des huiles (+3,2% contre +3,6%) et de la noix de cajou (+3,1% contre +2,7%) ont exercé un effet modérateur.

Les inquiétudes au sujet de la demande mondiale (baisse de la consommation, chute des broyages, flambée de cas de Covid-19, saturation des entrepôts des multinationales, etc) et les bonnes perspectives de production, notamment en Côte d'Ivoire (bonnes conditions climatiques), ont affaibli les cours de **cacao**. Les cours du **café** ont été tirés à la baisse par la surabondance de ce produit au Brésil, dans un contexte où la demande mondiale subit le poids des restrictions, voire des fermetures de cafés et restaurants. En outre, l'excédent mondial de café atteindrait 7 millions de tonnes (Mt) en 2020/21. Malgré la persistance des risques baissiers (résurgence de cas de contamination à la Covid-19, incertitude sur le programme de soutien à l'économie américaine, etc.) sur l'économie mondiale et les bas niveaux de taux d'intérêt les cours de l'**or** ont baissé, du fait de l'appréciation du dollar américain. Les prix du bois ont été tirés à la baisse par une demande atone.

En revanche, l'accélération de la reprise économique en Chine, premier consommateur mondial de caoutchouc, et la faiblesse des approvisionnements en provenance des producteurs d'Asie du Sud-Est, en raison des fortes pluies, ont tiré les **prix du caoutchouc** à la hausse. Le resserrement de l'offre pour la campagne 2020/21, avec la révision à la baisse dans la plupart des pays producteurs, ainsi qu'un regain de la demande en provenance de plusieurs grands pays consommateurs comme le Pakistan, le Bangladesh, le Vietnam et la Chine, ont exercé un effet haussier sur les prix du **coton**. Les cours des **huiles** (huiles de palmiste, de palme et d'arachide) ont été tirés à la hausse par le regain de la demande mondiale, notamment celle en provenance de l'Europe et de la Chine, dans un contexte où l'offre est réduite en Inde, en Indonésie et en Malaisie. La reprise de la demande, après un coup d'arrêt suite la pandémie de Covid-19, a soutenu les cours de la noix de **noix de cajou**. En effet, la majorité des usines de transformation, en particulier au Vietnam et en Inde, ont renforcé leur activité induisant une amélioration de la demande.

## Graphique 1 : Évolution des cours des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA

(Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

Par rapport à octobre 2019, les prix des principaux produits exportés par les pays de l'UEMOA ont augmenté de 3,1%, après une réalisation de +4,9% le mois dernier. Les accroissements des cours concernent tous les produits de base non énergétiques, à l'exception de la noix de cajou (-40,9%), du cacao (-5,8%) et du bois (-4,7%). Les hausses les plus importantes sont localisées au niveau des huiles (+32,4%), de l'or (+27,1%), de l'uranium (+20,3%), du caoutchouc (+10,6%) et du coton (+8,8%).

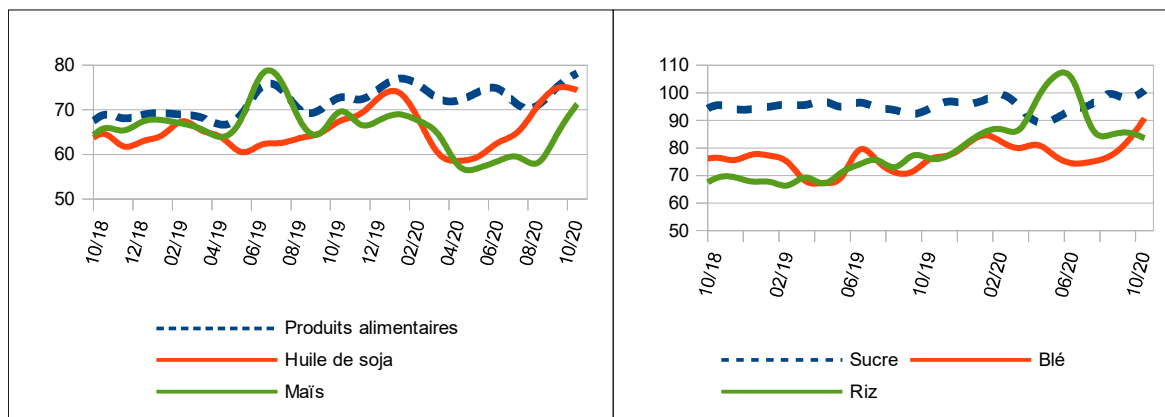
Les prix des principaux produits alimentaires importés dans l'UEMOA ont augmenté de 4,0% au cours de la période sous revue, après une réalisation de +5,8% en septembre 2020. Cet accroissement concerne le blé (+10,6%), le maïs (+10,1%), le sucre (+3,0%). La baisse des prix du riz (-2,4%) et de l'huile de soja (-0,6%) a exercé un effet modérateur.

Les craintes de plus en plus vives au sujet des perspectives de production dans l'hémisphère Sud et les conséquences de la sécheresse sur les semis dans de nombreuses régions d'Europe ont tiré les prix du blé à la hausse. Les prix internationaux du maïs ont été soutenus par la révision à la baisse des perspectives de production, en particulier dans l'Union européenne. Le recul des disponibilités prévues aux Etats-Unis d'Amérique a amplifié la tendance. Les conditions météorologiques défavorables dans les zones de production du Centre-Sud brésilien, d'Europe et de Russie, ainsi que la hausse des achats chinois ont renforcé les cours internationaux du sucre. Les récentes pluies, qui ont ralenti les activités sucrières au Brésil, ont accentué la tendance.

En revanche, les prix internationaux du riz ont accusé un retrait, en lien avec la disponibilité de nouvelles récoltes chez les fournisseurs de l'hémisphère Nord et le ralentissement de la demande. Les cours de l'huile de soja ont été affaiblis par l'offre abondante des Etats-Unis, dans un contexte d'une demande chinoise limitée par les tensions commerciales.

**Graphique 2 : Évolution des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'Union**

(Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

Par rapport à la même période de l'année 2019, les prix des principaux produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA ont augmenté de 7,4%, après une hausse de 7,3% le mois dernier. Les prix sont tirés principalement par l'accroissement des cours du blé (+19,5%), de l'huile de soja (+10,2%), du riz (+9,8%), du sucre (+6,8%) et du maïs (+2,4%).

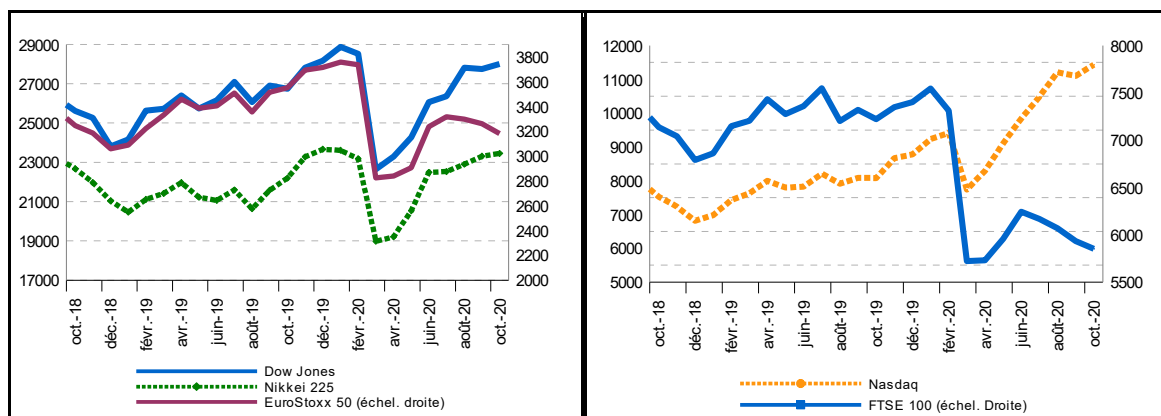
#### 1.4 - Marchés financiers mondiaux

**Les marchés financiers mondiaux ont connu, au cours du mois d'octobre 2020, des évolutions contrastées. Les investisseurs ont été partagés entre les espoirs de découverte d'un vaccin contre la Covid-19, la bonne tenue des exportations en Chine et la multiplicité des sources d'inquiétudes (incertitude politique sur l'issue de discussions sur le plan de relance aux États-Unis, risques sanitaires persistants, etc.).**

##### 1.4.1. Les places boursières

Les indices boursiers internationaux ont connu des évolutions divergentes, tandis que ceux des pays africains se sont renforcés (NSE du Nigeria : +10,4%, Madex du Maroc : +1,6% et GSE du Ghana : +0,5%), à l'exception des places de l'UEMOA (-1,6%) et de l'Afrique du Sud (-2,7%). Les indices Dow Jones et Nasdaq, principaux indices boursiers des États-Unis, ont augmenté respectivement de 0,9% et 3,0% en octobre 2020, en lien avec le regain des valeurs technologiques et l'accélération des ventes de détail aux États-Unis. En Europe, les investisseurs sont découragés par les craintes d'un durcissement des mesures restrictives, qui pourraient nuire à la reprise déjà fragile de l'économie. Ainsi, l'Euro Stoxx 50 de la zone euro s'est soldé par un repli de 2,5%. Quant au FTSE 100 du Royaume-Uni, il s'est replié de 1,4% en octobre 2020. Par ailleurs, le Nikkei 225 de la bourse du Japon a enregistré une progression mensuelle de 0,6%, en lien avec la bonne tenue des valeurs des compagnies ferroviaires.

**Graphique 3 : Évolution des indices boursiers internationaux (en nombre de points)**



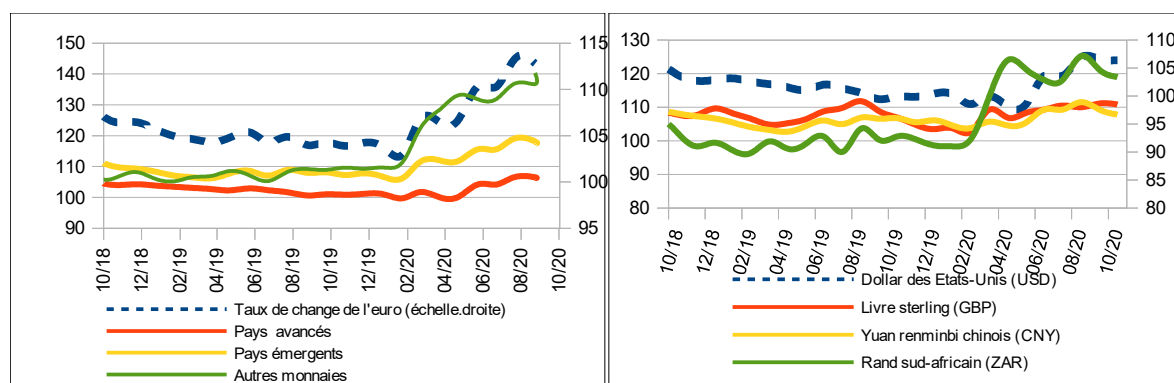
Sources : Reuters, calculs BCEAO

### 1.4.2. Les taux de change

La monnaie européenne s'est dépréciée à l'égard des principales monnaies étrangères. Elle a été pénalisée par le regain d'inquiétudes sur l'évolution de la pandémie et de l'économie de la zone euro. La dépréciation notée face aux devises des pays avancés concerne notamment le yen japonais (-0,5%), le franc suisse (-0,4%), la livre sterling (-0,2%) et le dollar des Etats-Unis (-0,1%). En particulier, le dollar des Etats-Unis a été renforcé durant la période sous revue, en raison des spéculations sur la relance et la possible victoire de Joe Biden, le 3 novembre 2020 aux Etats-Unis.

**Graphique 4 : Évolution du taux de change de l'euro face aux principales devises**

(Indices, base 100 en 2016)



Sources : BdF, calculs BCEAO

Au total, l'indice du taux de change de l'euro s'est replié de 0,2% vis-à-vis des devises des pays avancés. Cette tendance baissière a été réduite par le renforcement de l'euro par rapport aux monnaies des autres pays, notamment ceux des producteurs de pétrole (+0,1%) et les monnaies des principaux pays émergents (+0,2%).

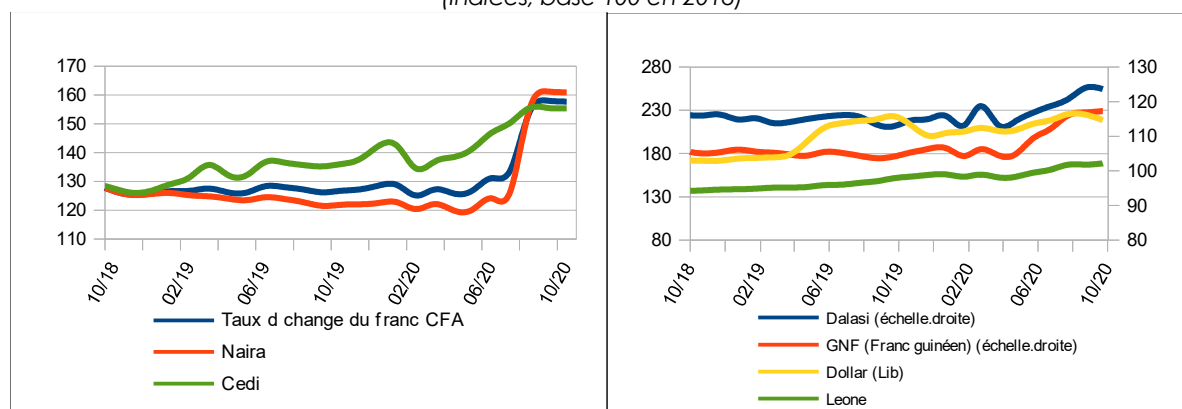
A la même période de l'année 2019, l'indice de taux de change de l'euro par rapport aux principales devises étrangères s'est accru de 8,2%, en liaison avec l'appréciation de la monnaie européenne par rapport à celles des autres pays, dont

ceux producteurs de pétrole (+9,1%), les pays émergents (+12,4%) et les pays avancés (+5,2%).

Dans la sous-région ouest-africaine, le franc CFA s'est déprécié de 0,2% par rapport aux monnaies des pays de l'Afrique de l'Ouest, après de fortes appréciations en septembre (+2,9%) et août (+14,8%), sous l'effet de la bonne dynamique des économies de l'UEMOA. Les baisses concernent l'ensemble des monnaies de la sous-région, à l'exception du leone (+0,8%) et du franc guinéen (+0,4%). Les replis varient de -0,1% pour le cedi ghanéen et -2,8% pour le dollar libérien, dont -0,3% pour le dalasi gambien et -0,2% pour le naira nigérian.

### Graphique 5 : Évolution du taux de change des monnaies de l'Afrique de l'Ouest

(Indices, base 100 en 2016)



Sources : AMAO, calculs BCEAO

En variation annuelle, le franc CFA s'est renforcé de 24,4%, avec des hausses allant de +9,5% pour le dalasi gambien à +32,1% pour le naira, dont +14,3% par rapport à la devise ghanéenne, +12,6 devant la monnaie guinéenne et +11,3% face au leone.

## II. ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DANS L'UEMOA

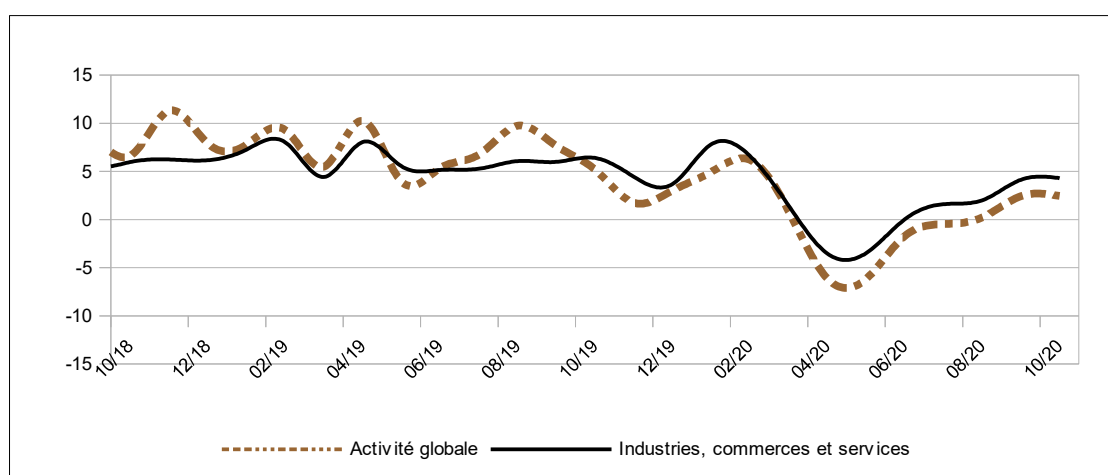
### 2.1. Production de biens et services

Les indicateurs récents de la conjoncture font ressortir un accroissement de l'activité économique au titre du mois d'octobre 2020, du fait de la conjoncture favorable au niveau des secteurs des services de marchés (+2,9% contre +0,4%), des activités commerciales (+1,9% contre +1,5%) et des bâtiments et travaux publics (+0,3% contre +1,3% en septembre). La mauvaise tenue des activités industrielles (-1,5% contre +3,1%) a exercé un effet modérateur. Cette situation est en phase avec l'assouplissement des mesures de restrictions prises par les Etats pour contenir la propagation de la Covid-19, ainsi que les retombées des efforts de soutien des Etats et de la BCEAO. L'impact négatif de la situation politique en Côte d'Ivoire, avec les divergences croissantes entre les acteurs pour la tenue des élections du 31 octobre 2020, a exercé un effet modérateur. A cet effet, le taux de croissance des activités hors secteurs primaire et administrations s'établirait à +1,3% après une réalisation de +1,5% en septembre 2020. Les bonnes performances, d'un mois à l'autre, sont localisées au Mali (+6,6% contre -0,3%), en Côte d'Ivoire (+4,8% contre +3,6%), au Togo (+1,2% contre +1,4%), au Burkina (+0,6% contre +0,2%) et en Guinée-Bissau (+0,2% contre +0,8%). Les baisses notées au Sénégal

(-4,5% contre +4,3%), au Niger (-2,1% contre +5,2%) et au Bénin (-2,1% contre +4,4%) ont exercé un effet modérateur.

Par rapport à la même période de l'année passée, les activités hors secteur primaire et administrations publiques augmentent de 2,5% en octobre 2020, après une réalisation de +2,4% en septembre. Sur les dix premiers mois de l'année, ces activités se sont accrues de 0,5% par rapport à la même période de l'année passée. La hausse de 3,7% du premier trimestre et celle intervenue depuis le mois de juin 2020 (+1,1%) ont plus que compensé le creux des mois d'avril et de mai 2020 (-4,7%), du fait de la pandémie de la Covid-19.

**Graphique 6 : Évolution de l'activité économique, hors secteur primaire et administration**  
(en glissement annuel %)



Source : BCEAO

### 2.1.1 - Production industrielle

L'indice de la production industrielle, corrigé des variations saisonnières (CVS), a rompu sa tendance haussière, entamée en juin dernier, avec un repli de 1,5% en octobre, après une hausse de 3,2% en septembre 2020. L'orientation de l'activité industrielle est le reflet de la baisse notée au niveau de la production manufacturière et d'énergie, atténuée par la hausse des activités extractives.

L'orientation défavorable des activités manufacturières est attribuable essentiellement à la baisse des produits pétroliers (Niger et Sénégal), des textiles et articles d'habillement (Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire et Mali), des autres produits minéraux non métalliques (Sénégal, Mali, Guinée-Bissau, Côte d'Ivoire et Burkina Faso), des produits métallurgiques de base (Mali, Sénégal, Bénin, Burkina Faso et Côte d'Ivoire), ainsi que de bois et articles en bois (Côte d'Ivoire et Bénin). Cette tendance a été amoindrie par l'accroissement des ouvrages en métaux (Togo, Côte d'Ivoire, Sénégal et Mali) et des produits alimentaires (Mali, Côte d'Ivoire, Burkina et Guinée-Bissau). La baisse de la production d'énergie est enregistrée dans quatre pays de l'Union (Mali, Niger, Sénégal et Côte d'Ivoire).

En revanche, les activités extractives ont augmenté, en lien avec la bonne orientation de l'extraction d'uranium au Niger et d'or (Burkina Faso et Mali).

**Tableau 1 : Evolution de l'indice de la production industrielle, données CVS  
(contribution en point de pourcentage)**

Branches	Variation mensuelle					Glissement annuel	
	2018	2019		2020		2020	
	Oct	Oct	déc	sept	oct.(*)	sept	oct.(*)
Production des activités extractives	1.1	-3.7	2.6	-0.2	0.4	1.6	5.9
dont pétrole brut et gaz naturel	0.3	-0.2	0.6	-0.1	0.1	0.8	1.1
Industries manufacturières	2.8	1.1	3.0	2.8	-1.8	1.9	-1.0
dont produits alimentaires et boissons	3.5	0.8	-2.1	1.3	2.2	-0.5	1.1
textiles	-0.6	-0.2	0.8	0.7	-0.4	0.2	-0.1
produits pétroliers raffinés	-1.1	-1.5	1.0	0.3	-2.4	0.4	-0.6
Electricité, eau et gaz	0.0	-0.3	1.6	0.6	0.0	0.2	0.5
<b>Indice Général</b>	<b>3.9</b>	<b>-2.9</b>	<b>7.3</b>	<b>3.2</b>	<b>-1.5</b>	<b>3.8</b>	<b>5.3</b>

Source : BCEAO,

(\*) données provisoires

En glissement annuel, la production industrielle a augmenté de 5,3%, après une réalisation de +3,8% en septembre 2020. L'activité industrielle est essentiellement tirée par la fabrication des produits alimentaires, des autres minerais et de l'or. Cette tendance a été atténuée par la baisse de la production des produits pétroliers raffinés et des textiles et articles d'habillement. Par pays, la hausse de la production, d'une année à l'autre, est observée dans l'ensemble des pays de l'Union, à l'exception du Mali, du Niger et du Bénin, avec une nette accélération au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Sénégal.

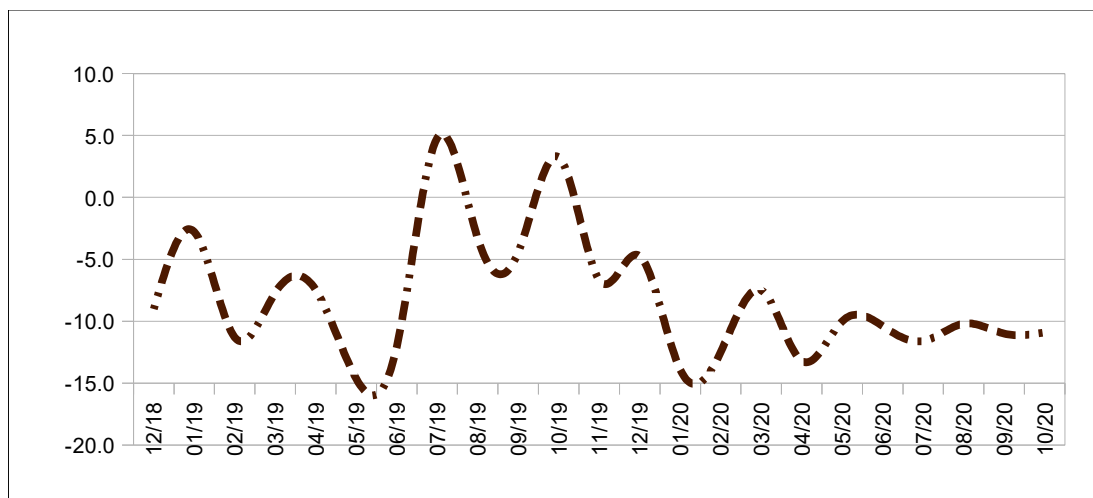
### 2.1.2 - Bâtiments et travaux publics

Au cours du mois d'octobre 2020, l'enquête auprès des chefs d'entreprise fait état de l'amélioration de l'activité dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP). L'indice synthétique de conjoncture, qui résume le sentiment des acteurs des BTP, même s'il est en territoire négatif, dénote un redressement, passant de -11,0 en septembre 2020 à -10,9 en octobre 2020. La hausse de l'activité dans les BTP serait liée à la reprise de la demande de travaux (hausse de signatures de nouveaux contrats ayant conduit à l'accroissement de nouveaux travaux) et à l'amélioration des conditions d'approvisionnement (baisse des coûts d'exploitation et disponibilité de la main d'oeuvre). La hausse des mises en place des crédits pour motif d'investissement, en septembre et octobre 2020, a amplifié la tendance.

Par rapport à la même période de l'année précédente, une baisse du volume de l'activité a été observée dans l'ensemble des compartiments des bâtiments et travaux publics. Par pays, le repli de l'activité des BTP, en glissement annuel, concerne le Togo, la Côte d'Ivoire, le Burkina et le Bénin. Dans les autres Etats membres de l'UEMOA (Sénégal, Guinée-Bissau, Mali et Niger), les chefs d'entreprise ont indiqué une nette amélioration de l'activité.



**Graphique 7 : Evolution de l'activité dans le secteur des BTP de l'UEMOA (en nombre de points)**



Source : BCEAO

### 2.1.3- Activité commerciale

L'indice du chiffre d'affaires (ICA) du commerce a rompu avec sa tendance haussière, en variation mensuelle, avec un repli de 2,9% en octobre 2020, après une réalisation de +5,5% en septembre 2020. Le recul de l'activité dans le commerce de détail est principalement lié à celui des ventes des produits pétroliers (Bénin, Côte d'Ivoire, Niger, Sénégal et Togo), des produits alimentaires (Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal et Togo), des produits pharmaceutiques et cosmétiques (Bénin, Mali, Niger, Sénégal et Togo), des articles de presses, librairies, papeterie et fournitures scolaires (Bénin, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Niger et Sénégal) et des équipements de logement (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Sénégal et Togo). Cette évolution a été atténuée par la hausse des achats des automobiles, motocycles et pièces détachées (Bénin, Guinée-Bissau, Mali et Togo). Le recul des activités du commerce de détail, observé d'un mois à l'autre à l'échelle de l'Union, est localisé au Bénin (-6,7% contre -23,3%), au Sénégal (-5,3% contre +11,2%), en Côte d'Ivoire (-3,9% contre +8,0%) et au Mali (-3,3% contre +11,8%). Les hausses notées au Burkina Faso (+4,1%), au Niger (+2,2%), en Guinée-Bissau (+0,9%) et au Togo (+0,1%) ont exercé un effet modérateur.

En glissement annuel, le taux d'évolution de l'indice du chiffre d'affaires du commerce a poursuivi sa tendance baissière, passant de -1,4% en septembre 2020 à -2,2% en octobre 2020. La baisse de l'activité dans le commerce de détail est principalement liée à celle des ventes des automobiles, motocycles et pièces détachées, produits pharmaceutiques et cosmétiques, ainsi que des produits alimentaires. De façon générale, le repli des activités du commerce de détail est localisé au Sénégal (-8,6%), au Mali (-5,9%), au Bénin (-2,2%), en Côte d'Ivoire (-0,4%) et au Niger (-0,1%), atténué par des hausses enregistrées en Guinée-Bissau (+13,1%), au Togo (+10,6%) et au Burkina Faso (+1,7%).

**Tableau 2 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires, données CVS (point de %)**

Branches	Variation mensuelle					Glissement annuel	
	2018	2019		2020		2020	
	Oct	Oct	déc	sept	oct.(*)	sept	oct (*)
Produits de l'alimentation	1.8	1.8	2.8	0.0	-0.8	-0.2	-1.5
dont autres produits de l'alimentation, boissons et tabacs	1.1	-0.8	2.3	0.5	-1.3	-0.2	-1.3
Équipement de la personne	0.3	1.3	-0.3	0.1	0.4	-0.5	-0.1
dont textiles, habillement, articles chaussants et cuirs	0.3	1.3	-0.3	0.1	0.4	-0.5	-0.1
Équipement de logement	0.1	0.6	1.6	0.5	0.0	0.1	0.0
Automobiles, motocycles et pièces détachées	0.3	0.7	1.1	-0.8	-0.1	-0.5	-0.5
dont véhicules automobiles neufs	0.1	0.2	0.3	-0.5	-0.2	-0.8	-0.7
Produits pétroliers	-0.1	-8.9	3.5	3.2	-0.9	-4.0	-0.4
Produits pharmaceutiques et cosmétiques	-0.2	-1.4	-0.5	0.6	-0.8	1.9	0.8
dont produits pharmaceutiques et médicaux	-0.2	-1.5	-0.5	0.6	-0.9	2.0	0.8
Produits divers	0.7	3.4	0.7	2.0	-0.6	1.6	-0.5
<b>INDICE GLOBAL</b>	<b>2.8</b>	<b>-2.5</b>	<b>9.0</b>	<b>5.5</b>	<b>-2.9</b>	<b>-1.4</b>	<b>-2.2</b>

Source : BCEAO

(\*) données provisoires

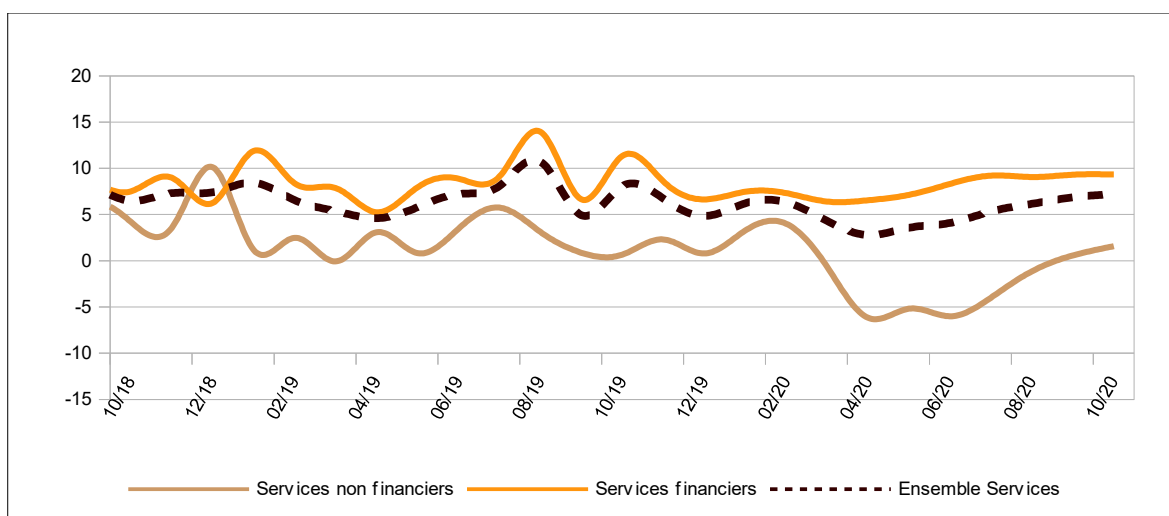
#### 2.1.4 - Services marchands

Selon les opinions des chefs d'entreprise, la conjoncture économique en octobre 2020 a poursuivi sur la tendance haussière. Cette performance est imputable à la hausse du volume global des ventes sur l'ensemble des compartiments du marché (intérieur et à l'étranger). Le chiffre d'affaires des entreprises du secteur s'est accru de 2,9% en octobre 2020, après une réalisation de +0,4% en septembre 2020. Les hausses concernent le Mali (+11,9%), la Côte d'Ivoire (+8,9%), le Togo (+5,4%) et le Bénin (+1,8%). Les baisses observées au Sénégal (-9,5%), en Guinée-Bissau (-3,1%), au Niger (-1,7%) et au Burkina (-0,4%) ont exercé un effet modérateur. La bonne orientation de la conjoncture concerne aussi bien les services financiers (+3,4% contre +0,5%), que non financiers (+1,7% contre +0,3% en septembre). L'accroissement du chiffre d'affaires relatif à l'intermédiation financière est intervenu dans un contexte de mises en place importantes de crédits (+16,1% en octobre, après +42,0% en septembre). Les banques ont aussi augmenté leurs achats de titres publics (+6,4%) et leurs soumissions aux guichets de la Banque Centrale (+2,0%).

En glissement annuel, l'activité des services marchands a maintenu une tendance haussière (+7,2% contre +6,9%), la hausse des services financiers (+9,3% tout comme en septembre) ayant été renforcée par celle des services non financiers (+1,6%, après +0,6% en septembre). L'accroissement du chiffre d'affaires des services est observé dans tous les pays de l'UEMOA. Les hausses les plus importantes ont concerné la Côte d'Ivoire (+10,1%),

le Bénin (+9,6%), le Sénégal (+6,8%), la Guinée-Bissau (+6,6%) et le Burkina Faso (+5,6%).

**Graphique 8 : Evolution de l'activité dans le secteur des services marchands de l'UEMOA (en variation annuelle %)**



Source : BCEAO

## 2.2 – Inflation

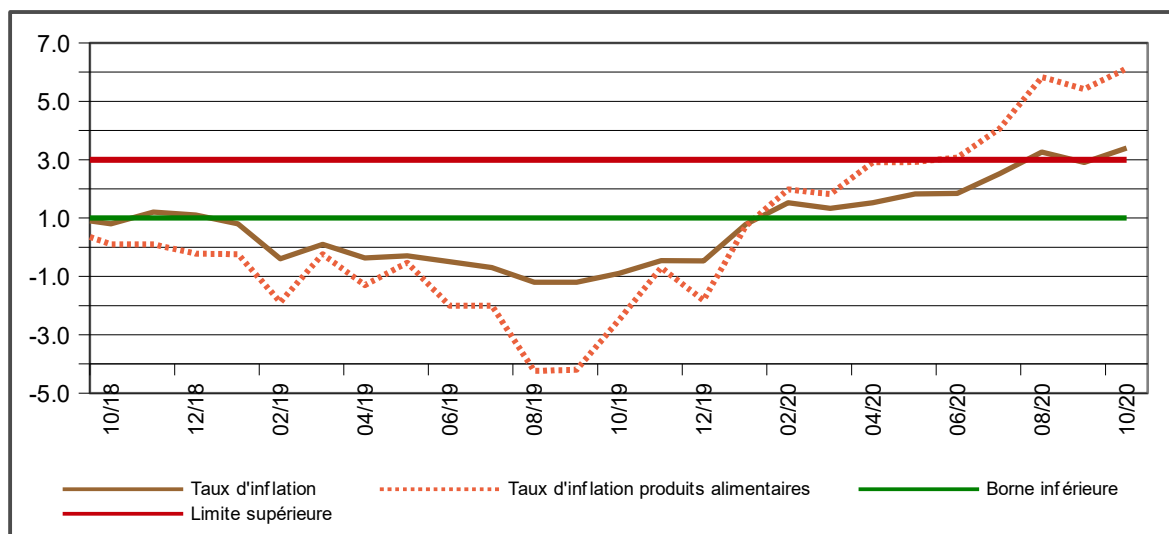
**L'inflation a poursuivi sa tendance haussière dans les pays de l'Union, en liaison notamment avec la hausse des prix des produits alimentaires et des services de transport.**

Sur la base des données des sources officielles des Etats, le taux d'inflation est ressorti, en glissement annuel, à 3,5% à fin octobre 2020, après une réalisation de +2,9% le mois précédent. Le taux d'inflation dans l'Union dépasse ainsi le seuil de 3,0% pour la deuxième fois cette année depuis novembre 2012, où il avait atteint 3,2% à la suite de la chute de 17,5% de la production céréalière dans la zone. La hausse des prix à la consommation est notamment imputable à la composante « alimentaires », dont la contribution à l'inflation totale est passée de 2,3 points de pourcentage à fin septembre 2020 à 2,6 points de pourcentage à fin octobre 2020. La progression des prix des produits alimentaires, observée dans la plupart des pays de l'Union, est en rapport avec un renchérissement des légumes et fruits, tubercules et plantains ainsi que des produits de la pêche. L'accélération de la hausse du niveau général des prix est localisée essentiellement en Côte d'Ivoire et au Mali, où les taux d'inflation se sont établis respectivement à 3,1% et 4,4% en octobre 2020, contre 1,9% et 1,4% le mois précédent. La hausse des prix dans ces deux pays s'expliquerait notamment par l'insuffisance de l'offre, en ligne notamment avec le contexte sociopolitique qui prévalait dans ces Etats. En outre, l'augmentation des prix des céréales non transformées notamment dans les pays sahéliens a contribué à la hausse de la composante y afférente.

Par ailleurs, les composantes « Logement » et « Transport », avec des contributions respectives de +0,3 point et +0,2 point, ont accentué la progression des prix au cours de la période sous revue. La hausse de la composante logement est imprimée par celle des prix du charbon de bois. Quant aux transports, la progression est due aux tarifs des

transports terrestres et aériens.

**Graphique 9 : Evolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation dans l'UEMOA (%)**



Sources : INS, BCEAO

Le taux d'inflation sous-jacente, calculé en excluant les produits dont les prix sont les plus volatils, s'est établi, en glissement annuel, à 1,7% en octobre 2020, après une réalisation de 1,5% le mois précédent.

### III. TAUX D'INTERET, LIQUIDITE ET SITUATION MONETAIRE

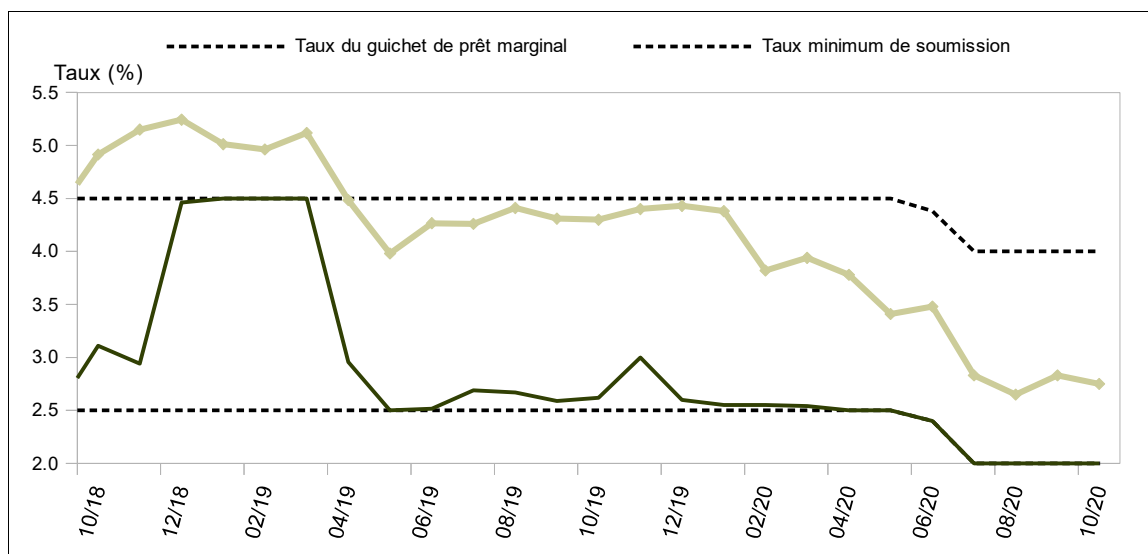
Les taux d'intérêt sur le marché monétaire et les tensions de trésorerie au niveau des banques ont fortement baissé durant le mois d'octobre 2020. Cette situation s'explique notamment par la récente baisse à 2% des taux directeurs du marché monétaire et la décision de la BCEAO de satisfaire tous les besoins exprimés par les banques à ce taux. Ces évolutions ont affecté les conditions de banque, avec le maintien du coût faible du crédit, ainsi que du volume satisfaisant des concours des banques à l'économie réelle.

#### 3.1 Taux d'intérêt des marchés monétaire et interbancaire

Durant le mois d'octobre 2020, la BCEAO a poursuivi la mise en œuvre des mesures prises depuis mars 2020 pour contrer les effets néfastes de la pandémie sur l'activité économique. Le maintien de ses adjudications au taux fixe de 2,00% n'a pas permis d'induire une détente des taux sur le marché monétaire, en liaison avec les incertitudes causées par la crise sanitaire sur l'activité économique et financière.

Sur le marché interbancaire, les taux ont augmenté. En effet, le taux d'intérêt moyen pondéré sur le compartiment à une semaine est ressorti à 2,75%, soit un accroissement de 7,0 points de base. Sur l'ensemble des maturités, le taux est ressorti à 3,10%, en hausse de 6,0 points de base, se situant également en dessous du taux de prêt marginal et à un plus bas niveau depuis 2018.

**Graphique 10 : Evolution mensuelle des taux d'intérêt sur le marché monétaire**



Sources : BCEAO

### 3.2- Taux d'intérêt débiteurs

L'enquête sur les conditions de banques laisse apparaître une hausse des taux d'intérêt débiteurs au cours du mois sous revue. Hors charges et taxes, le taux moyen calculé à l'échelle de l'Union est ressorti à 6,69% en octobre 2020, après un niveau de 6,50% en septembre 2020, soit un accroissement de 19,4 points de base (pdb), après un repli le mois précédent (-36,8 pdb).

**Tableau 3 : Evolution des taux débiteurs moyens des banques de l'UEMOA selon la nature et l'objet du crédit (%)**

	2017	2018	2019		2020		2020	
	Oct	Oct	Oct	déc	sept	oct.(*)	sept	oct.(*)
<b>Taux débiteur global</b>	<b>7.12</b>	<b>6.85</b>	<b>7.02</b>	<b>6.64</b>	<b>6.50</b>	<b>6.69</b>	<b>-36.84</b>	<b>19.41</b>
Particuliers	8.72	8.39	6.80	6.78	7.13	7.15	-3.24	2.02
Entreprises individuelles	7.16	6.31	8.53	7.62	8.33	7.35	62.14	-97.89
Entreprises privées du secteur productif	6.87	6.94	6.90	7.02	5.99	6.29	-70.76	30.61
Clientèle financière	6.64	7.52	7.89	8.13	5.64	8.10	-106.93	245.88
Sociétés d'Etat et EPIC	6.67	5.92	6.59	1.93	6.84	6.85	-68.98	0.40
Trésorerie	6.80	6.43	6.97	6.40	6.05	6.24	-56.82	19.88
Consommation	8.46	8.20	6.65	8.47	6.93	6.95	3.36	1.91
Equipement	7.56	8.07	7.67	6.99	7.49	7.36	-43.14	-12.38
Exportation	7.89	7.25	7.83	6.97	8.72	8.48	150.25	-23.59
Habitation	8.26	7.46	6.86	6.31	7.00	6.75	28.84	-25.42

Source : BCEAO

(\*) données provisoires

Suivant la nature du débiteur, les taux d'intérêt ont augmenté au niveau des concours accordés à la clientèle financière, aux assurances et caisses de retraite, ainsi qu'aux entreprises privées du secteur productif. La baisse du coût du crédit notée au niveau des entreprises individuelles et des coopératives et groupements villageois a modéré la tendance.

L'analyse suivant l'objet du crédit indique que l'accroissement des taux débiteurs est localisé au niveau des crédits de trésorerie et de consommation, atténué par le recul du coût des avances à l'exportation, à l'habitation et à l'équipement.

### 3.3. Liquidité bancaire

Au cours du mois d'octobre 2020, la liquidité propre des banques est ressortie en baisse de 200,9 milliards, en lien avec l'incidence négative des mouvements de billets et des transferts vers l'extérieur.

Les retraits nets effectués aux guichets des banques par la clientèle ont augmenté de 238.6 milliards, dégradant la trésorerie propre des banques. De même, les émissions de transferts hors UEMOA, qui ont été plus importantes que les réceptions au cours du mois, ont accentué cette dégradation. Le solde positif des opérations avec les Etats et des autres facteurs nets qui est ressorti excédentaire de 139,0 milliards a atténué l'impact de l'incidence négative des autres facteurs.

Durant le même mois, les refinancements de la Banque Centrale en faveur des banques se sont accrus de 173,0 milliards en réponse à la hausse de leurs demandes. En conséquence, la liquidité bancaire a enregistré une baisse de 27,9 milliards.

**Tableau 4 : Facteurs explicatifs de l'évolution de la liquidité des banques**

	(en milliards)		
	oct-19 / sept-19	sept-20 / août-20	oct-20 / sept-20
Circulation fiduciaire (1)	146.5	-36.6	238.6
Transferts nets des banques (2)	-218.0	-204.6	-101.3
Opérations des États avec les banques et autres facteurs nets (3)	241.4	244.8	139.0
Position structurelle de liquidité (4) = (2) + (3) – (1)	-123.0	76.8	-200.9
Réserves obligatoires (5)	0.0	11.3	-18.6
Hausse (+) ou baisse (-) des besoins de liquidité (6) = (5) – (4)	123.0	-65.5	182.3
Refinancements (7)	130.1	-11.8	173.0
Variation de la liquidité bancaire (8) = (4) + (7)	7.1	65.0	-27.9

Source : BCEAO

Au niveau des réserves obligatoires, l'analyse de la mise en œuvre du dispositif, au terme de la période de constitution échue le 15 octobre 2020, fait apparaître une situation excédentaire pour les banques de l'Union par rapport aux réserves requises. Les réserves libres des banques, évaluées sur la période, sont ressorties à 1.619,6 milliards, soit 206,2% des réserves requises.

**Tableau 5 : Répartition des refinancements suivant les guichets<sup>1</sup>**

Valeurs en milliards	Encours			Variations	
	oct-19	sept-20	oct-20	sept-20 / août-20	oct-20 / sept-20
Guichet hebdomadaire	3,690.0	3,477.1	3,616.3	9.8	139.2
Guichet mensuel	720.0	1,700.2	1,734.0	-26.0	33.8
Guichet de prêt marginal	152.3	0.0	0.0	0.0	0.0
Guichet spécial de refinancement	0.0	733.3	733.3	4.4	0.0
Autres refinancements	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Refinancement total de la Banque Centrale	4,562.3	5,910.5	6,083.5	-11.8	173.0

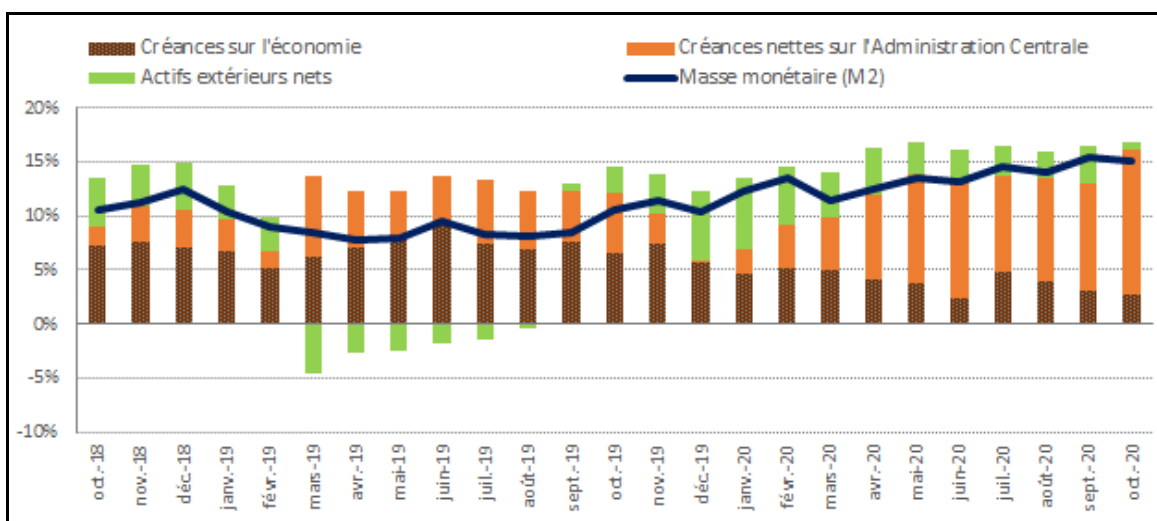
Source : BCEAO

### 3.4 Situation monétaire

Le rythme de progression de la masse monétaire a légèrement ralenti d'un mois à l'autre. En effet, la masse monétaire a enregistré une progression de 15,0% en glissement annuel à fin octobre contre 15,5% un mois plus tôt. En niveau, elle s'est établie à 33.141,0 milliards, sous l'effet de ses contreparties. Les actifs extérieurs nets se sont accrus de 199,0 milliards et les créances intérieures de 4.650,9 milliards ou 14,7%.

Au niveau de ses composantes, l'évolution de la masse monétaire s'est traduite par un accroissement de 20,2% de la circulation fiduciaire et une consolidation des dépôts de 13,6%.

**Graphique 11 : Contribution à la croissance de la masse monétaire en variation annuelle**



Source : BCEAO

<sup>1</sup> NB : Les données des encours ne concernent que les banques

### 3.4.1 Les Actifs Extérieurs Nets des institutions de dépôt

En glissement annuel, les avoirs extérieurs nets (AEN) se sont consolidés de 199,0 milliards. Cette évolution résulte de la hausse de 181,2 milliards des AEN de la Banque Centrale et de 17,8 milliards de ceux des banques.

Les réserves officielles de change de la Banque Centrale ont augmenté, d'une année à l'autre, de 1.533,1 milliards pour ressortir à 10.548,9 milliards, en liaison avec les tirages effectués sur les ressources du FMI qui ont induit une hausse de 1.185,4 milliards des avoirs en DTS et les plus-values sur l'or monétaire (+321,3 milliards). Ce niveau de réserves assure aux économies de l'Union 5,4 mois d'importations de biens et services et correspond à un taux de couverture de l'émission monétaire de 73,9%, contre 74,7% le mois précédent.

### 3.4.2 Les créances intérieures

Les créances intérieures ont progressé en glissement annuel de 14,7%, pour s'établir à 36.211,7 milliards, en liaison essentiellement avec la hausse des créances nettes sur les administrations publiques centrales (APUC).

**Tableau 6 : Situation monétaire à fin octobre 2020**

(Encours en fin de période, en milliards de FCFA sauf indication contraire)

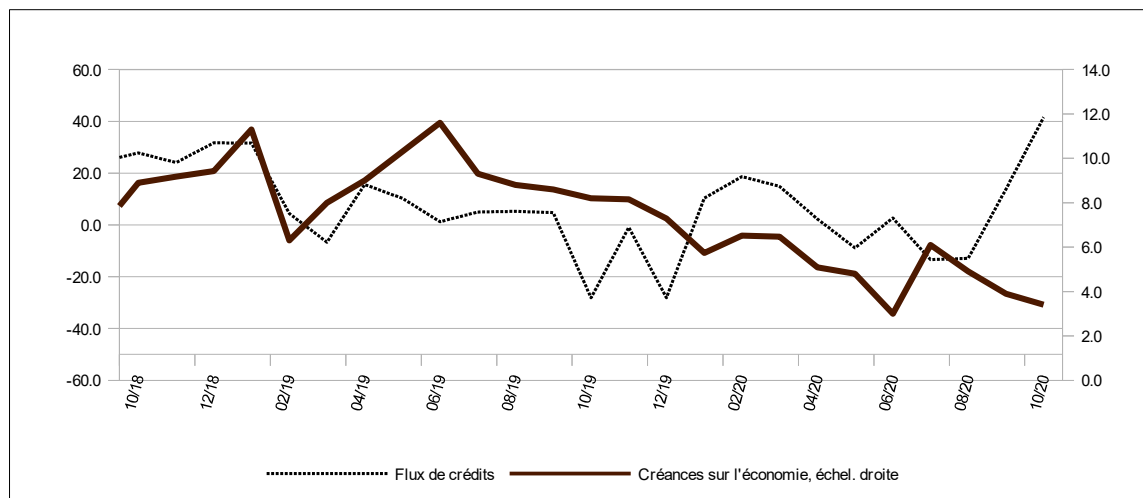
	Dec-19	Oct-19	Sep-20	Oct-20	octobre.-20			
					Mensuelle (4)/(3)		Annuelle (4)/(2)	
					(1)	(2)	(3)	(4)
Masse monétaire	30,600.5	28,811.6	32,617.3	33,141.0	523.7	1.6	4,329.4	15.0
Actifs extérieurs nets	6,939.4	5,422.8	6,042.7	5,621.8	-420.9	-7.0	199.0	3.7
Créances intérieures	31,626.3	31,560.8	34,839.3	36,211.7	1,372.4	3.9	4,650.9	14.7
Créances nettes sur APUC*	8,118.1	8,728.5	11,499.6	12,592.5	1,092.9	9.5	3,864.0	44.3
Créances sur l'économie	23,508.2	22,832.3	23,339.7	23,619.2	279.5	1.2	786.9	3.4

Source : BCEAO (\*) APUC : Administrations Publiques Centrales

Au niveau des autres secteurs résidents, les concours des banques ont poursuivi leur ralentissement. Le rythme de progression annuel des créances sur l'économie est passé de 3,9% en septembre 2020 à 3,4% en octobre 2020. Le ralentissement observé est essentiellement lié à la baisse des nouvelles mises en place de crédit de trésorerie qui représentent plus de 50% des nouveaux crédits. La faiblesse de l'activité induite par le déclenchement de la crise sanitaire à partir de mars 2020 a contribué à réduire les demandes de ce type de prêt auprès des banques.



**Graphique 12 : Evolution comparée de nouvelles mises en place de crédits bancaires et des créances sur l'économie (glissement annuel en %)**



Source : BCEAO

Le crédit accordé aux ménages a augmenté de 4,2% ou 298,4 milliards, en glissement annuel. Pour les entreprises privées, les encours de crédits ont enregistré une progression de 3,6% ou 456,9 milliards et les financements sous forme de titres de dette ou de participation ont reculé de 11,9%.

La baisse du rythme de progression des créances sur l'économie entre septembre et octobre 2020 (+3,4% contre +3,9% en septembre) n'est pas en phase avec le renforcement de nouvelles mises en place de crédits. En glissement annuel, les nouveaux concours bancaires ont augmenté de 41,6% en octobre 2020, après une hausse de 13,8% en septembre.

Sur une base mensuelle, les crédits nouvellement mis en place ont augmenté de 16,1%, après une réalisation de +42,0% en septembre 2020. Ainsi, le cumul mensuel, toutes maturités confondues, est estimé à 1.564,1 milliards en octobre 2020, après un niveau de 1.347,5 milliards le mois dernier, en lien avec l'accroissement des crédits au niveau de l'ensemble des débiteurs, à l'exception des coopératives et groupements villageois. Les hausses les plus importantes sont notées au niveau des sociétés d'Etat et établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC), des entreprises individuelles et de l'Etat et organismes assimilés. Quant aux dépôts mobilisés par les banques de l'UEMOA, ils ont enregistré une hausse de 0,1% en octobre 2020, en ressortant à 885,4 milliards contre 884,5 milliards le mois précédent. L'accroissement du volume des dépôts bancaires est imputable notamment aux entreprises privées du secteur productif, aux Etats et organismes assimilés, ainsi qu'aux particuliers. La baisse relevée au niveau des entreprises individuelles, de la clientèle financière et des assurances et caisses de retraite a modéré la tendance. S'agissant du volume moyen des opérations sur le marché interbancaire, toutes maturités confondues, il s'est établi à 284,3 milliards, en hausse de 31,1% par rapport à septembre 2020. Dans ce contexte, les concours de la BCEAO aux banques se sont accrus de 4,9%, en passant de 5.797,4 milliards à 6.078,8 milliards en octobre 2020. Cette situation est intervenue au moment où les banques ont renforcé leurs demandes de

liquidités (+1,5%), aussi bien sur le guichet hebdomadaire (+1,2%) que sur le guichet mensuel (+2,0%).

Au niveau du financement de l'administration centrale, le recours des Etats au marché financier de la dette pour le financement des plans de riposte et de relance a contribué à accroître les créances nettes des banques sur l'Administration Centrale. Sur les 14,7% de croissance des créances intérieures, les créances nettes sur les APUC ont contribué à hauteur de 12,2 points de pourcentage. En glissement annuel, les APUC ont enregistré une hausse de 3.864,1 milliards en octobre 2020. En particulier, les concours des banques sous forme d'acquisition de titres publics se sont accrus de 3.754,0 milliards.

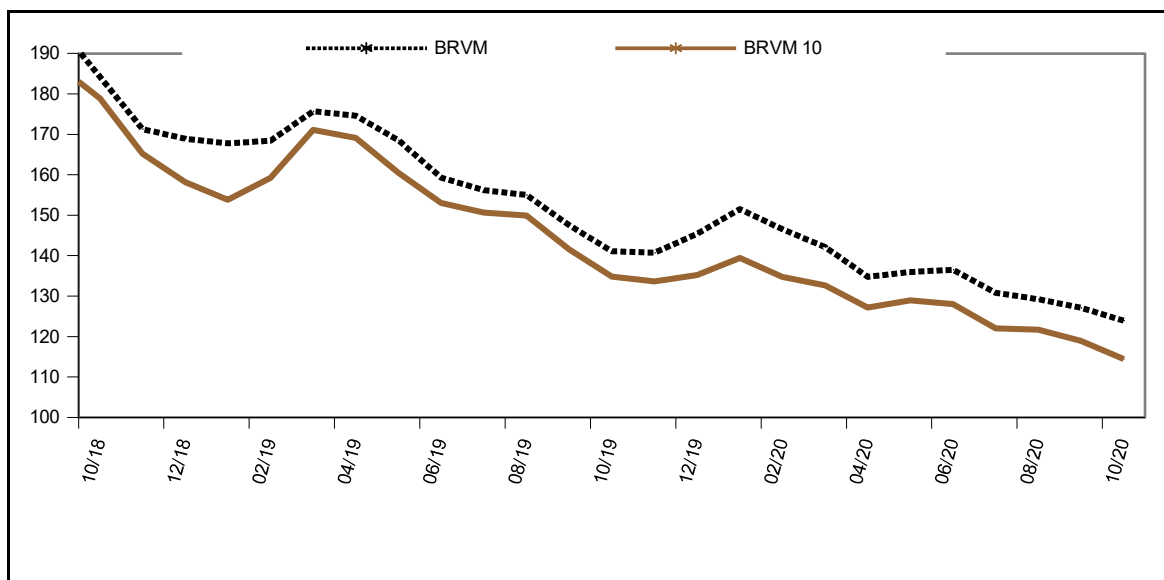
#### IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA

**Les activités du marché boursier régional ont baissé en octobre 2020. En revanche, les Etats ont accru leurs interventions sur le marché de titres de dette publique.**

##### 4.1 Marché boursier de l'UEMOA

Au niveau de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), les principaux indicateurs d'activité du marché se sont repliés. L'indice BRVM 10 et celui du BRVM composite ont diminué de -3,8% et 2,5% respectivement, s'établissant à 114,4 points et 123,9 points en octobre 2020. Cette évolution est en lien avec les mauvaises performances, notamment dans les secteurs de la distribution. En revanche, la capitalisation boursière s'est renforcée de 1,5%, d'un mois à l'autre, dont 1,6% au titre des actions et 1,4% au titre des obligations.

Graphique 13 : Evolution des indices boursiers de la BRVM (points)



Source : BRVM

En glissement annuel, les indices BRVM composite et BRVM 10 ont reculé respectivement de 12,2% et 15,1%, d'ampleur moins importante que le repli enregistré le mois précédent. La baisse est généralisée au niveau de l'ensemble des secteurs d'activité, à l'exception de

---

celui d'agriculture. Les plus forts reculs sont notés au niveau des services publics, de transports, de distribution et des industries.

#### 4.2.– Marché des titres de la dette publique

Les Etats membres de l'UEMOA ont poursuivi leurs émissions sur le marché financier régional, en vue de lever des ressources pour la couverture des besoins de financement induits par la crise de la Covid-19. En outre, ils ont procédé au refinancement de leurs engagements sur les premières émissions des bons Covid-19, à travers une troisième phase d'émission de ces bons.

Au cours du mois d'octobre 2020, le volume des ressources levées sur le marché financier régional s'est ainsi accru de 30,4 milliards par rapport au mois précédent, pour s'établir à 504,4 milliards, dont 213,1 milliards de bons et 291,3 milliards d'obligations. Cette évolution est notamment liée à l'augmentation, en variation mensuelle, du volume des émissions des bons du Trésor de 81,1 milliards, atténuée par le recul des mobilisations au titre des obligations d'un montant de 50,7 milliards. La période sous revue a été notamment marquée par le démarrage de la troisième vague des émissions des bons Covid-19 pour un montant de 673,6 milliards pour des maturités d'un mois, avec l'émission du Sénégal le 27 octobre 2020 pour un montant de 103,1 milliards. En variation annuelle, le montant des titres publics souscrits a augmenté de 196,3 milliards par rapport à son niveau d'octobre 2019.

Le taux de couverture des émissions est ressorti, en moyenne, à 234,5% en octobre 2020 contre 169,7% un an auparavant. Les bons ont représenté 42,3% des émissions.

**Tableau 7 : Ressources mobilisées par les Etats en octobre 2020 (en milliards)**

	2019	2020		Variation (mds)	
	octobre	septembre	octobre	mensuelle	annuelle
Bons	88.1	132.0	213.1	81.1	125.1
Obligations	220.0	342.0	291.3	-50.7	71.3
<b>Total</b>	<b>308.1</b>	<b>474.0</b>	<b>504.4</b>	<b>30.4</b>	<b>196.3</b>

Sources : UMOA -Titres, BCEAO

Sur le compartiment des bons du Trésor, les taux ont été en baisse d'un mois à l'autre. Le taux d'intérêt moyen pondéré est ressorti à 2,98% en octobre 2020 contre 3,83% le mois précédent. Il est également ressorti en baisse par rapport à octobre 2019 où il était de 5,25%.

Pour les émissions obligataires, le taux de rendement moyen est ressorti en légère hausse à 6,18% contre 6,17% le mois précédent. Comparativement au mois d'octobre 2019 (6,53%), il a enregistré un repli de 49 points de base.

Sur les marchés internationaux des capitaux, aucun Etat membre de l'Union n'est intervenu au cours du mois d'octobre 2020.

---

## V. PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE L'UEMOA

*Avec le rebond noté au troisième trimestre 2020, l'économie mondiale poursuivrait sa reprise. Le regain d'espoir lié à la découverte de plusieurs vaccins efficaces et la reprise de l'activité plus tôt qu'escompté, notamment dans les pays avancés et en Chine ont permis la bonne animation du marché de travail et le retour à la normale de l'activité au niveau des industries et des services. Le maintien des soutiens budgétaire et monétaire a renforcé la tendance. Les changements des modes de travail et de consommation, permettant de réduire la transmission, pourraient renforcer la confiance et l'activité économique. Toutefois, les confinements actuels en raison de la deuxième vague du virus, avec la flambée de nouvelles infections, notamment aux Etats-Unis, en Asie, en Europe et en Afrique vont être à l'origine de nouvelles perturbations de l'activité économique au quatrième trimestre 2020. La volatilité des cours des produits de base, la montée du protectionnisme, l'instabilité politique et le regain de tensions commerciales constituent également des risques baissiers.*

*Dans ces conditions, les Etats et les banques centrales continueraient à utiliser tous les instruments à leur disposition pour protéger les vies, les emplois et les revenus des populations. Les actions vigoureuses entreprises soutiendraient la reprise de l'économie mondiale et augmenteraient la résistance du système financier, tout en apportant une protection face aux risques baissiers. A cet effet, le FMI prévoit une remontée du taux de croissance du PIB mondial en 2021, à +5,2% (-0,2 point par rapport à juin 2020). Quant à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), elle table désormais sur un rebond de l'économie mondiale de 4,2% en 2021 et de 3,7 % en 2022, après une récession de 4,2% en 2020. L'OCDE s'attend à un retour du PIB mondial à son niveau d'avant la pandémie dès la fin 2021, mais elle estime que la reprise sera inégale.*

*Au plan interne, sur le quatrième trimestre 2020, les économies de l'Union renforceraient la reprise, entamée en juin 2020. Elle serait tirée par la hausse attendue de la demande intérieure et extérieure, du fait de la levée des mesures restreignant certaines activités (transport, tourisme, hôtellerie, etc.). La tendance haussière des cours internationaux de la plupart des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA aurait des effets positifs sur le budget des Etats de l'Union, atténuant les retombées de la Covid-19 sur la croissance. Les mesures prises par les autorités monétaires de l'Union, notamment la baisse des taux directeurs et l'alignement de l'offre de la monnaie centrale aux besoins des banques, afin d'atténuer l'impact économique de la pandémie sur le système bancaire et le financement des activités économiques, ainsi que les plans de riposte et de relance des Etats continueraient de renforcer la vigueur de la croissance. Cependant, la dégradation de la situation sanitaire dans certains pays partenaires en Europe et aux Etats-Unis, du climat sécuritaire et social dans les pays de l'Union amoindrirait le profil ascendant des économies de l'Union.*

### 5.1. Environnement international

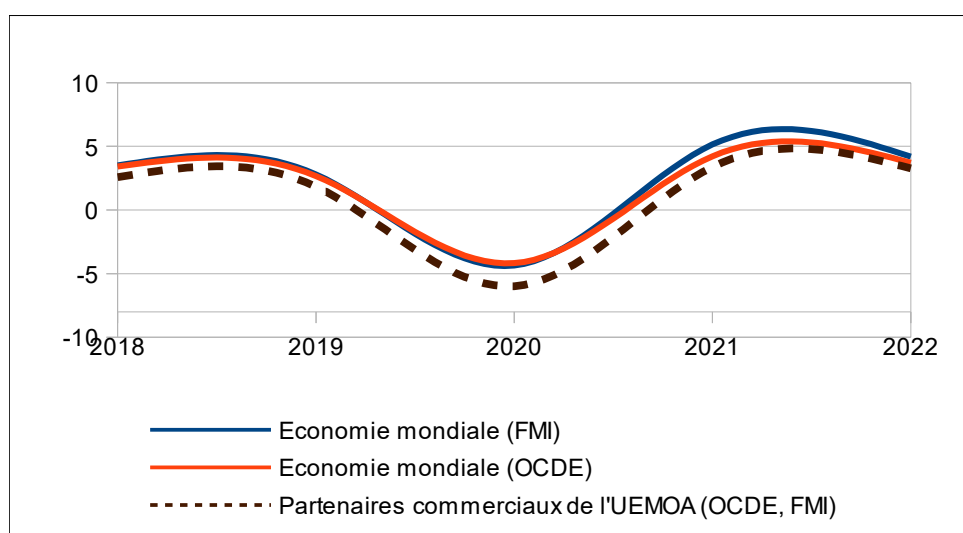
#### 5.1.1. Activité économique

Selon les dernières prévisions du Fonds Monétaire International (FMI), parues le 13 octobre 2020, la croissance de l'économie mondiale s'établirait à -4,4% en 2020, une baisse sans précédent en temps de paix depuis la grande dépression des années 1930, après une

prévision de -4,9% et -3,0%, établie en juin et avril 2020, respectivement. Les révisions traduisent la reprise de l'activité plus tôt qu'escompté, notamment dans les pays avancés et en Chine, ainsi que le regain d'espoir lié à la découverte de plusieurs vaccins efficaces. Toutefois, les confinements actuels vont continuer d'enfoncer l'économie en territoire négatif au quatrième trimestre 2020, particulièrement en Europe. Le FMI prévoit une remontée du taux d'augmentation du PIB mondial en 2021, à +5,2% (-0,2 point par rapport à juin 2020). Quant à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), elle table désormais sur un rebond de l'économie mondiale de 4,2% en 2021 et de 3,7 % en 2022, après une récession de 4,2% en 2020. L'OCDE s'attend à un retour du PIB mondial à son niveau d'avant la pandémie dès la fin 2021, mais elle estime que la reprise sera inégale.

Les deux institutions internationales (FMI et OCDE) ont les mêmes visions de la dynamique à moyen terme de l'économie mondiale et de celles des pays partenaires de l'UEMOA. Les économies du monde demeurent tributaires des énormes plans d'aide mis en place par les gouvernements et les banques centrales depuis le début de la pandémie.

**Graphique 14 : Dynamique de l'économie mondiale à moyen terme (%)**



Sources : OCDE, FMI, calculs BCEAO

Selon le FMI, les **pays avancés** devraient enregistrer une baisse de 5,8% du PIB, en termes réels, en 2020, soit une amélioration de 2,2 points de pourcentage par rapport aux estimations du mois de juin dernier. Ces économies pourraient connaître une reprise moins forte en 2021, avec 3,9% de taux de croissance.

Aux **Etats-Unis**, l'économie américaine a commencé à rebondir en juin 2020, les derniers indicateurs à haute fréquence montrant des tendances positives. La moitié des suppressions d'emplois avait été récupérée à la fin septembre 2020, le taux de chômage étant tombé à 7,9%, après un pic de 14,7% atteint en avril 2020. Le rebond de l'activité se poursuivrait au cours des prochains mois, soutenu par des conditions de financement accommodantes et la baisse progressive de l'épargne de précaution

exceptionnellement élevée. Dans l'ensemble, le PIB réel aux Etats-Unis baisserait de 3,7% en 2020 et rebondirait de 3,2% en 2021, puis de 3,5% en 2022.

Dans la **zone euro**, selon les prévisions de l'OCDE, la production devrait chuter de près de 3% au quatrième trimestre de 2020, sous l'effet des mesures de confinement strictes à nouveau prises dans la plupart des pays. Au total, le PIB de la zone se contracterait de 7,5% en 2020. Un rebond de 3,6% du PIB est attendu en 2021, sous réserve que les vagues épidémiques puissent être contenues à court terme et que la confiance se rétablisse. La croissance du PIB réel retomberait à 3,3% en 2022. La région retrouverait les niveaux de production d'avant la pandémie après 2022.

**Tableau 8 : Prévision du taux de croissance, en glissement annuel (%)**

	Réalizations			Estimation	Prévision
	T4-2018	T4-2019	T2-2020	T3-2020	T4-2020
<b>Economies avancées</b>	<b>1.4</b>	<b>1.3</b>	<b>-12.3</b>	<b>-3.6</b>	<b>-3.8</b>
<i>Etats-Unis</i>	2.5	2.3	-9.0	-2.9	-3.2
<i>Zone euro</i>	1.2	1.0	-14.7	-4.3	-7.3
<i>Japon</i>	-0.2	-0.7	-10.3	-5.7	-3.2
<i>Royaume Uni</i>	1.4	1.1	-21.5	-9.6	1.3
<b>Economies émergentes</b>	<b>2.7</b>	<b>1.7</b>	<b>-11.0</b>	<b>-3.8</b>	<b>2.3</b>
<i>Chine</i>	6.5	6.0	3.2	4.9	5.4
<i>Inde</i>	5.7	4.1	-5.4	-3.6	4.4
<i>Brésil</i>	1.3	1.6	-10.9	-3.9	1.2
<i>Autres (Russie et AFS)</i>	0.3	-0.5	-17.1	-5.8	0.6
<b>Pays partenaires de l'UEMOA</b>	<b>1.3</b>	<b>1.0</b>	<b>-12.1</b>	<b>-3.3</b>	<b>-0.9</b>
<i>Suisse</i>	1.4	1.5	-7.8	-1.7	1.1
<i>Afrique du Sud</i>	0.2	-0.6	-17.5	-6.1	0.6
<i>Autres (France, Pays-Bas et Etats-Unis)</i>	2.3	1.9	-9.1	-2.7	-0.6

Sources : OCDE, calculs BCEAO

Au **Royaume-Uni**, selon la Banque d'Angleterre, après la baisse record du PIB au premier semestre trimestre 2020 et l'entame d'un deuxième confinement, l'activité repartirait modérément à la hausse sur le reste de l'année. Pour la Banque centrale, le PIB britannique se contracterait de 11,0% en 2020, au lieu d'une baisse de 9,5% attendue précédemment. Le rebond de l'activité économique attendu en 2021 est revu également à la baisse à 7,3% (-0,3 point). Les espoirs d'une reprise rapide de l'économie se sont atténués, avec la deuxième vague de contaminations au coronavirus et la persistance de tensions entre Londres et Bruxelles au sujet du Brexit, ce qui nourrit l'incertitude.

Au **Japon**, la croissance du PIB réel baisserait de 5,3% en 2020, reflétant une forte contraction de la consommation privée, du fait de l'augmentation de la taxe à la consommation et des restrictions liées à la Covid-19. L'économie japonaise devrait croître de 2,3% en 2021, en lien avec la reprise cyclique de la demande privée et le renouvellement complet des mesures de relance budgétaire. La croissance du PIB réel ralentirait à 1,5% en 2022, dans la mesure où des changements dans les chaînes d'approvisionnement mondiales entraveraient la croissance potentielle déjà faible.

Pour leur part, les pays émergents devraient enregistrer une baisse de l'activité économique de 3,2% en 2020, en raison du bilan de l'épidémie de Covid-19 au premier semestre 2020. La plupart des économies émergentes ont été durement touchées par

---

les mesures d'endiguement de la pandémie, les tensions sur les marchés financiers, la chute des recettes touristiques et, dans certains cas, le bas niveau des prix des produits de base. Par ailleurs, l'assouplissement de la politique monétaire dans les économies émergentes et les politiques budgétaires expansionnistes ont atténué l'impact de la pandémie. Une reprise cyclique dans les économies émergentes, entamée au second semestre de 2020, se poursuivrait en 2021 (+5,3%) et en 2022 (+4,4%). Le ralentissement de la croissance en 2022 serait, en lien avec celui des investissements et de la productivité. L'économie **chinoise** se redresserait, à la faveur notamment d'un assouplissement des mesures prises pour endiguer la pandémie, d'une amélioration de la demande étrangère et d'un soutien politique ciblé. L'OCDE attend, en décembre 2020, une croissance de 1,8% en 2020, inchangée par rapport aux prévisions établies en septembre dernier. La reprise se consoliderait, avec une hausse du PIB attendue à 8,0% en 2021 et à 5,0% en 2022. Le dynamisme de l'investissement dans l'immobilier et les infrastructures, soutenu par les politiques publiques et l'expansion du crédit, et la bonne tenue de la demande extérieure renforceraient l'économie chinoise.

Dans les autres pays émergents, (Russie, Mexique, Brésil, etc), avec la reprise des cours du pétrole, l'assouplissement des restrictions de l'activité et la hausse attendue de la demande extérieure, notamment en provenance de la Chine, la croissance est revue à la hausse en 2020. Les mesures budgétaire (versement anticipé de certaines prestations sociales, soutien à l'emploi, etc.) et monétaire (baisse de taux directeur, assouplissement des règles prudentielles, etc.) visant à maintenir la vigueur de la consommation des ménages compenseraient les effets des risques baissiers intervenus sur le premier semestre de l'année 2020. En particulier, l'OCDE a revu à la hausse les perspectives économiques de l'Inde (+0,3 point, à -9,9%) et du Brésil (+0,5 point, à -6,0%) en 2020.

En **Afrique subsaharienne**, selon le FMI, le taux de croissance du PIB s'établirait à -3,0% (+0,2 point), avant un rebond à 3,1% en 2021 (-0,3 point). La baisse du PIB de la région est notamment liée aux perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales et au recul de la demande des produits de base, du fait de la pandémie de la Covid-19. La reprise de 2021 est subordonnée à la stabilisation de la crise sanitaire et à la poursuite d'assouplissement progressif des restrictions d'activités économiques dans la région et au niveau des pays partenaires. A cet effet, en Afrique du Sud, selon le Gouvernement, le PIB baisserait de 7,2% en 2020 (un chiffre plus optimiste que celui des dernières prévisions de la Banque Centrale : -8,0% et du FMI : -8,0%), sous l'effet de vigoureuses mesures d'arrêt de l'activité économique et du fort niveau d'endettement. L'économie nigériane se contracterait de 4,3% cette année (+1,1 point), avant la reprise en 2021 à +1,7% (-0,9 point). La hausse des prix du pétrole et de l'activité industrielle explique la révision à la hausse des prévisions. La Banque centrale du pays est plus optimiste que le FMI, avec une baisse attendue de 3,4% et une croissance positive dès le quatrième trimestre 2020, sous l'effet des efforts budgétaire et monétaire. En 2021, la reprise économique se limiterait à 1,7% (-0,8 point) à la faveur d'une remontée des cours de l'or noir et d'une hausse de la production. Au Ghana, les performances de l'économie resteraient en baisse (+0,9% en 2020 (-0,6 point) et +4,2% en 2021 (-1,7 point). Les pays de la Zone CEMAC devraient connaître une baisse de leur PIB en 2020 (-3,1% selon la BEAC, après une baisse de 5,9% attendue en juin 2020 et

de 3,7% estimé en juin 2020 par le FMI). La levée progressive des mesures de confinement et la remontée des cours de pétrole, ayant permis la reprise des activités dans la plupart des secteurs de production, expliquent la révision à la hausse des prévisions en 2020.

### 5.1.2. Inflation dans les pays partenaires

Les pressions inflationnistes s'atténueraient dans la plupart des économies avancées, émergentes et celles des principaux partenaires commerciaux de l'Union, alors que la récession mondiale induite par la pandémie laisse son impact sur les facteurs mondiaux et nationaux qui sous-tendent l'évolution des prix. Après avoir fortement ralenti au début de la crise, l'inflation devrait, selon les prévisions de la Commission Européenne, rester très faible vers la fin de 2020. En 2021 et 2022, elle devrait suivre une trajectoire progressive à la hausse, similaire à celle esquissée au cours des premiers mois du quatrième trimestre 2020. Les pressions inflationnistes globales dépendant fondamentalement de la propagation du virus et de la rigueur des mesures d'endiguement en vigueur, les perspectives reposent sur les hypothèses inhérentes à ces prévisions.

Au niveau des pays voisins, l'augmentation des prix, en phase avec le renchérissement des produits alimentaires et des importations, se poursuivrait. Pour le cas particulier du Nigeria, la progression des prix serait attribuable à la hausse de ceux des denrées alimentaires, du transport et des services médicaux, en lien avec la Covid-19, ainsi que de la dépréciation de la monnaie nationale, le naira.

Dans ce contexte de faibles pressions inflationnistes et de double choc sur la demande et l'offre lié à la Covid-19, les banques centrales des pays avancés maintiendraient le cap dans l'approfondissement de leur politique monétaire accommodante (banques centrales américaine, européenne, britannique et japonaise, ainsi que celles des pays émergents et en développement).

Selon les groupes de pays, l'évolution de l'inflation se présente comme suit :

**Tableau 9 : Prévision du taux d'inflation, en variation annuelle (%)**

	Réalizations			Estimations	Prévisions
	Dec-18	Dec-19	Sep-20	Oct-20	Nov-20
<b>Economies avancées</b>	<b>1.34</b>	<b>1.12</b>	<b>-0.19</b>	<b>-0.13</b>	<b>-0.17</b>
<i>Etats-Unis</i>	1.91	2.29	1.37	1.18	1.18
<i>Zone euro</i>	1.50	1.30	-0.30	-0.30	-0.30
<i>Autres</i>	0.93	0.47	-0.52	-0.31	-0.40
<b>Economies émergentes</b>	<b>4.33</b>	<b>5.72</b>	<b>3.58</b>	<b>3.73</b>	<b>3.73</b>
<i>Chine</i>	1.90	4.50	1.70	0.50	0.50
<i>Inde</i>	5.24	9.63	5.64	5.90	5.90
<i>Brésil</i>	4.40	4.03	2.92	3.27	3.27
<i>Autres</i>	4.01	3.68	3.40	3.95	3.95
<b>Pays partenaires de l'UEMOA</b>	<b>2.03</b>	<b>1.91</b>	<b>0.76</b>	<b>0.90</b>	<b>0.81</b>
<i>Suisse</i>	0.69	0.16	-0.80	-0.57	-0.68
<i>Afrique du Sud</i>	4.40	4.03	2.92	3.27	3.27
<i>Autres</i>	1.94	2.51	1.23	1.20	1.00
<b>Pays voisins de l'UEMOA</b>	<b>11.09</b>	<b>11.26</b>	<b>10.55</b>	<b>10.95</b>	<b>10.83</b>
<i>Nigeria</i>	11.44	11.98	10.58	11.14	11.05
<i>Ghana</i>	9.43	7.90	10.40	10.10	9.80

Sources : OCDE, sites et revues spécialisés, calculs BCEAO



### 5.1.3. Prix des produits de base

Sur les marchés des matières premières, les prix des produits agricoles exportés par les pays de l'Union enregistreraient des évolutions à la hausse entre novembre et décembre 2020. Quant aux principaux produits alimentaires importés par les pays de l'Union, leurs prix se renforceraient sur la proche période.

La bonne tenue des cours internationaux concerne tous les produits de base exportés par les pays de l'Union, à l'exception de ceux de l'or. Les marchés des matières premières seraient en général soutenus par les annonces de potentiels vaccins efficaces contre le coronavirus, qui accentuent les chances de la reprise de la demande mondiale, et la bonne tenue de l'activité industrielle en Chine.

**Tableau 10 : Estimations des cours des matières premières (variation mensuelle en %)**

Principales matières premières	Réalizations					Prévisions
	Dec 18	Dec 19	Aug 20	Sep 20	Oci 20	Nov 20
<b>Produits exportés</b>	<b>-1.6</b>	<b>0.9</b>	<b>6.7</b>	<b>-0.3</b>	<b>-1.3</b>	<b>1.0</b>
Pétrole	-13.1	5.0	3.4	-6.5	-1.7	1.5
Café robusta	-7.4	-0.1	7.9	0.5	-6.2	5.6
Cacao	1.1	-2.9	11.7	4.7	-6.8	2.5
Coton	-1.1	3.7	2.1	2.0	6.7	2.9
Huile de palme	-25.5	16.7	7.5	5.1	2.5	12.7
Huile de palmiste	6.1	31.7	8.5	3.8	5.6	33.1
Caoutchouc	3.4	4.9	7.3	5.0	12.8	3.4
Noix de cajou	-6.9	3.2	0.5	2.7	3.1	2.9
Or	2.6	0.6	6.8	-2.4	-1.1	-1.6
<b>Produits importés</b>	<b>1.2</b>	<b>3.5</b>	<b>-2.9</b>	<b>5.8</b>	<b>4.0</b>	<b>2.5</b>
Huile de soja	1.8	5.6	9.1	5.6	-0.6	10.6
Blé	2.6	4.9	2.5	6.8	10.6	-1.3
Riz	-2.2	5.7	-11.2	1.3	-2.4	-3.6
Maïs	3.1	1.5	-2.2	11.4	10.1	4.2

Sources : Reuters, calculs BCEAO

La baisse de l'offre mondiale **d'huile de palme et de palmiste** maintiendrait les prix dans une dynamique positive. Les inquiétudes entachant la production de l'Amérique centrale, notamment le Honduras, une des principales sources de **café**, et la hausse de la demande des ménages soutiendraient les prix de ce produit. La forte demande de la Chine, alors que l'offre en Asie du Sud-Est est resserrée, renforcerait les cours du **caoutchouc**. La baisse de la production mondiale de **coton** tirerait ses prix à la hausse. L'augmentation des cours **du cacao** serait attribuable à la forte chute des stocks certifiés, suite aux importants achats effectués au cours de la période récente.

En revanche, les cours du **l'or** continueraient sur une tendance baissière, en lien notamment avec les annonces de potentiels vaccins efficaces contre la Covid-19, le regain de confiance dans les marchés financiers et l'élection du candidat démocrate comme nouveau président des Etats-Unis.

Les prix des principaux produits alimentaires importés dans l'UEMOA augmenteraient au cours de la proche période. Cette tendance haussière serait localisée au niveau de l'huile de soja et du maïs. La baisse attendue au niveau des prix du riz et du blé exercerait un effet modérateur.

Les prix de l'**huile de soja** seraient renforcés par une forte demande de l'Inde et des

---

disponibilités exportables limitées en Amérique du Sud. La révision à la baisse des perspectives de production, en particulier aux Etats-Unis d'Amérique, en Ukraine et dans l'Union européenne, et la bonne tenue de la demande chinoise tireraient les prix du **maïs** à la hausse. En revanche, l'augmentation de la production de 2020 dans l'hémisphère Sud, notamment dans les grands pays producteurs que sont l'Australie et l'Argentine, continue d'impacter négativement les prix du **blé**. Quant aux cours du **riz**, ils seraient influencés par la faiblesse de la demande.

## **5.2. Perspectives de croissance dans l'UEMOA**

Pour le mois de novembre 2020, les économies de l'Union renforceraient la reprise, entamée en juin 2020. Elle serait tirée par la hausse attendue de la demande intérieure et extérieure, du fait de la levée des mesures restreignant certaines activités (transport, tourisme, hôtellerie, etc.). La tendance haussière des cours internationaux de la plupart des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA auraient des effets positifs sur le budget des Etats de l'Union, atténuant les retombées de la Covid-19 sur la croissance. Cependant, la dégradation de la situation sanitaire dans certains pays partenaires en Europe et aux Etats-Unis, du climat sécuritaire et social dans les pays de l'Union amoindrirait le profil ascendant des économies de l'Union.

Selon les résultats de l'enquête de conjoncture de la BCEAO, l'activité économique serait bien orientée dans l'ensemble des secteurs, y compris de celui des bâtiments et travaux publics qui était auparavant affaibli par la baisse de la demande et les difficultés de financement. Les chefs d'entreprises interrogés anticipent une hausse de leurs activités, en lien avec l'accroissement de la demande, avec une nette accélération au niveau des services marchands et industrielles.

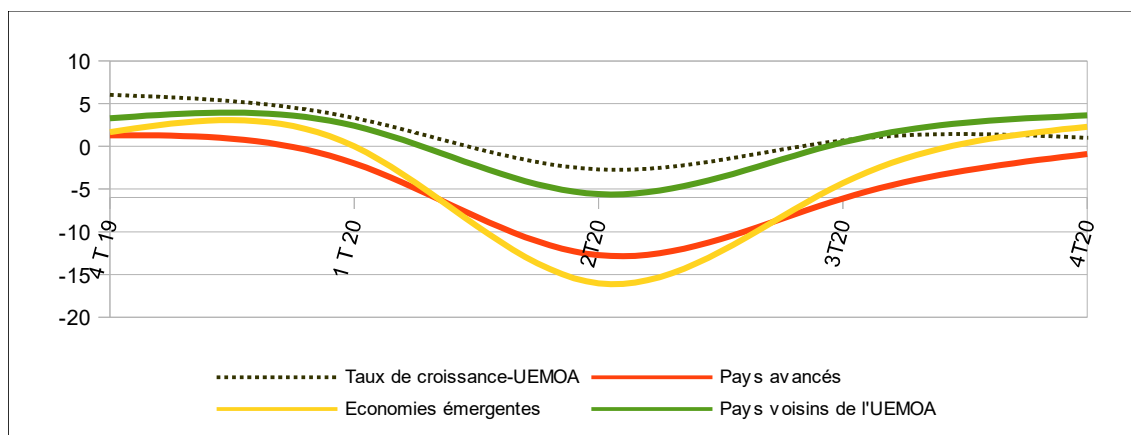
Selon les estimations effectuées par la BCEAO sur la base des résultats susvisés et les dernières informations disponibles, l'activité économique, en variation annuelle, maintiendrait sa tendance haussière au quatrième trimestre 2020 (+1,0%), après une réalisation de +0,6% le trimestre précédent. Les performances économiques au quatrième trimestre 2020 seraient tirées par la bonne tenue des activités extractives, de production d'énergie et de services, du fait de la levée des restrictions imposées par les Etats et de la mise en œuvre de plans de relance. Le secteur des bâtiments et travaux publics, ainsi que des activités commerciales continuent sur leur profil baissier, mais en nette amélioration.

Du côté de la demande, les dépenses d'équipement se sont renforcées, ainsi que celles de consommation courantes. Elles sont soutenues par les mesures d'urgence de relance et les conditions de financement favorables, avec les actions de la BCEAO. Les exportations et importations des pays de l'Union ont, en revanche, diminué. Au total, la hausse de la demande intérieure, avec la bonne tenue des dépenses des Etats et des entreprises du secteur privé, a plus que compensé la contribution négative du commerce extérieur aux performances des économies de l'Union.

Au total, tous les indicateurs conjoncturels récents signalent l'orientation favorable des économies de l'Union, à l'instar de l'économie mondiale et des économies des pays partenaires.

Le profil des économies de l'Union reste influencé par ceux des pays partenaires commerciaux.

**Graphique 14 : Dynamique récente de l'activité économique des pays de l'UEMOA (%)**



Sources : OCDE, sites et revues spécialisés, calculs BCEAO

Tenant compte des réalisations sur le premier semestre et des prévisions sur le second semestre 2020, les économies de l'Union enregistreraient une hausse de 0,7% de leur PIB en 2020. Ces chiffres sont plus optimistes que ceux établis par le FMI.

**Tableau 11 : Prévisions de taux de croissance des pays de l'UEMOA (%)**

Pays	Estimation	FMI	Etats	BCEAO
	2019	2020	2020	2020
Bénin	6.9	2.0	2.3	2.3
Burkina	5.7	-2.0	1.5	1.5
Côte d'Ivoire	6.2	1.8	1.8	1.8
Guinée-Bissau	4.5	-2.9	-2.3	-2.3
Mali	4.8	-2.0	-2.0	-2.0
Niger	5.9	0.5	1.2	1.2
Sénégal	5.3	-0.7	-0.7	-0.7
Togo	5.5	0.0	0.7	0.7
<b>UEMOA</b>	<b>5.8</b>	<b>0.3</b>	<b>0.7</b>	<b>0.7</b>

Sources : FMI, INS, calculs BCEAO

### 5.3. Perspectives d'évolution de la situation monétaire de l'Union

La BCEAO continuera à assurer les conditions de financement favorables. Cet engagement, qui sera tenu tout au long de cette double crise sanitaire et économique, a été réaffirmé lors de la réunion du comité de politique monétaire du 2 décembre 2020. A effet, la BCEAO maintiendrait ses adjudications à taux fixe minimal de 2,0% et servirait la totalité des soumissions des banques de l'UEMOA sur l'ensemble de ses guichets. Avec la détermination de la BCEAO à accompagner le financement des économies de l'Union, les conditions de mobilisation de ressources au niveau des marchés monétaires poursuivraient leur détente. La hausse attendue des concours de la BCEAO et des besoins réels des banques renforcerait les agrégats monétaires. Néanmoins, les prévisions des besoins réels de liquidité pour la proche période se situeraient autour de 3.556,2 milliards sur le guichet hebdomadaire, en baisse de 13,4

milliards ou 0,5% par rapport à la réalisation au 4 décembre 2020.

En conséquence, selon les estimations, la masse monétaire de l'Union se situerait à 33.673,3 milliards en novembre 2020 contre une réalisation de 29.429,3 milliards un an plus tôt. La hausse de 4.244,0 milliards (ou +14,4%) qui en résulterait serait imputable à la progression de 4.857,1 milliards (+15,2%) des créances intérieures. Les AEN se dégraderaient de 210,6 milliards.

En particulier, l'accroissement des créances intérieures serait lié à la hausse attendue, en glissement annuel, des créances nettes sur les unités de l'administration centrale (+4.119,4 milliards ou +47,6%) et à celle des créances sur l'économie (+737,7 milliards ou +3,2%).

Sous l'angle de ses composantes, l'accroissement de la masse monétaire se traduirait à fin novembre 2020, en glissement annuel, par la hausse des dépôts (+2.994,2 milliards soit 13,0%) et de la circulation fiduciaire (+1.249,9 milliards soit 19,3%).

#### 5.4. Perspectives d'inflation

Les informations disponibles à ce jour font état de la poursuite de la tendance haussière du taux d'inflation, à +3,0%, en glissement annuel, à fin novembre 2020, après une réalisation de 3,5% le mois précédent. Le maintien du rythme ascendant du niveau général des prix est essentiellement imputable à la poursuite de la hausse des prix des produits alimentaires dans la plupart des pays de l'Union. Cette évolution serait en lien avec l'approvisionnement insuffisant des marchés, induit par la baisse de la production agricole dans certains pays de l'Union. L'indice FAO des prix des produits alimentaires s'est accru de 4,0 points ou 3,9% en novembre 2020. Les accroissements concernent les prix des huiles végétales, du sucre, des céréales, des produits laitiers et de la viande.

**Tableau 12 : Evolution de l'inflation au sein de l'UEMOA par fonction (contribution en point de %)**

Fonctions	Réalizations							Prévision
	Dec 17	Dec 18	Dec 19	Jul 20	Aug 20	Sep 20	Oct 20	Nov 20
Produits alimentaires et boissons	0.5	0.0	-0.5	1.7	2.5	2.3	2.6	2.3
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0.1	0.0	0.0	0.0	0.1	0.0	0.0	0.1
Habillement	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Logement	0.0	0.3	0.2	0.1	0.1	0.2	0.3	0.1
Amusement	0.0	0.1	0.0	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0
Santé	0.1	0.1	-0.1	0.0	0.1	0.1	0.0	0.0
Transport	0.1	0.3	0.1	0.2	0.1	0.0	0.2	0.1
Communication	-0.2	0.1	-0.1	0.0	-0.1	-0.1	0.0	0.0
Laisirs et culture	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Enseignement	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Restaurants et Hôtels	0.2	0.0	0.0	0.1	0.2	0.2	0.2	0.2
Autres biens	0.1	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1
<b>Ensemble</b>	<b>0.9</b>	<b>1.1</b>	<b>-0.5</b>	<b>2.5</b>	<b>3.3</b>	<b>2.9</b>	<b>3.5</b>	<b>3.0</b>

Sources : INS, BCEAO

La reprise de la demande mondiale, suite à l'assouplissement des mesures de confinement liées à la Covid-19 dans de nombreux pays, et les perspectives de réduction

---

de l'offre en lien avec les conditions météorologiques défavorables expliquent la tendance haussière des prix des produits alimentaires importés. L'offre locale des produits alimentaires serait réduite par l'excès de la pluie, notamment dans les pays sahéliens, et les difficultés d'approvisionnement des marchés.

Sur la proche période, le taux d'inflation maintiendrait sa progression, à +2,8% en décembre 2020, en raison essentiellement de la poursuite de la hausse des prix des produits alimentaires et du pétrole, dans un contexte où les marchés seront insuffisamment approvisionnés par les produits locaux. Le regain de dynamisme de la demande en produits alimentaires et sanitaires renforcerait la dynamique haussière des prix à la consommation. Pour l'ensemble de l'année 2020, le taux d'inflation s'établirait à +2,2%, après une réalisation de -0,7% en 2019, sous l'influence de la hausse des prix des produits alimentaires et de la reprise des cours du pétrole.



---

## **ANNEXES STATISTIQUES**

Tableau A.1: Variation du chiffre d'affaires par branche

Tableau A.2: Indice de la production industrielle par branche

Tableau A.3 : Taux d'intérêt débiteurs des banques de l'UEMOA

Tableau A.4 : Evolution des crédits mis en place par les banques de l'UEMOA (contribution en points de %)

Tableau A.5 : Niveau des réserves libres selon la présence au refinancement

Tableau A1 : Evolution du chiffre d'affaires par branche, (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle					Glissement annuel	
	2018	2019		2020		2020	
	Oct	Oct	déc	sept	oct.(*)	sept	oct.(*)
<b>PRODUITS DE L'ALIMENTATION</b>	<b>1.8</b>	<b>1.8</b>	<b>2.8</b>	<b>0.0</b>	<b>-0.8</b>	<b>-0.2</b>	<b>-1.5</b>
Produits non transformés de l'agriculture, de la chasse ou de la sylviculture	0.0	0.4	0.1	-0.2	0.0	0.0	-0.1
Produits non transformés de la pêche, de la pisciculture ou de l'aquaculture	0.7	2.1	0.4	-0.3	0.6	0.0	0.0
Autres produits de l'alimentation, boissons et tabacs	1.1	-0.8	2.3	0.5	-1.3	-0.2	-1.3
<b>EQUIPEMENT DE LA PERSONNE</b>	<b>0.3</b>	<b>1.3</b>	<b>-0.3</b>	<b>0.1</b>	<b>0.4</b>	<b>-0.5</b>	<b>-0.1</b>
Textiles, habillement, articles chaussants et cuirs	0.3	1.3	-0.3	0.1	0.4	-0.5	-0.1
Montres, horloges, bijoux et pierres précieuses	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
<b>EQUIPEMENT DU LOGEMENT</b>	<b>0.1</b>	<b>0.6</b>	<b>1.6</b>	<b>0.5</b>	<b>0.0</b>	<b>0.1</b>	<b>0.0</b>
Ameublement, équipements et produits ménagers	-0.1	-1.8	0.7	0.3	-0.2	0.2	0.5
Matériaux de construction, quincaillerie, peintures, verres et articles de verre	0.3	2.4	1.0	0.2	0.2	-0.1	-0.5
<b>AUTOMOBILES, MOTOCYCLES ET PIÈCES DÉTACHÉES</b>	<b>0.3</b>	<b>0.7</b>	<b>1.1</b>	<b>-0.8</b>	<b>-0.1</b>	<b>-0.5</b>	<b>-0.5</b>
Véhicules automobiles neufs	0.1	0.2	0.3	-0.5	-0.2	-0.8	-0.7
Véhicules automobiles usagers	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Motocycles neufs	0.1	0.4	0.3	-0.1	0.1	0.0	0.1
Motocycles usagers	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Pièces et accessoires de véhicules automobiles et de motocycles neufs	0.1	0.1	0.5	-0.3	0.0	0.3	0.1
Pièces et accessoires de véhicules automobiles et de motocycles usagers	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
<b>PRODUITS PÉTROLIERS</b>	<b>-0.1</b>	<b>-8.9</b>	<b>3.5</b>	<b>3.2</b>	<b>-0.9</b>	<b>-4.0</b>	<b>-0.4</b>
Produits pétroliers	-0.1	-8.9	3.5	3.2	-0.9	-4.0	-0.4
<b>PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET COSMÉTIQUES</b>	<b>-0.2</b>	<b>-1.4</b>	<b>-0.5</b>	<b>0.6</b>	<b>-0.8</b>	<b>1.9</b>	<b>0.8</b>
Produits pharmaceutiques et médicaux	-0.2	-1.5	-0.5	0.6	-0.9	2.0	0.8
Parfumerie et produits de beauté	0.0	0.2	0.0	0.0	0.1	-0.1	0.0
<b>PRODUITS DIVERS</b>	<b>0.7</b>	<b>3.4</b>	<b>0.7</b>	<b>2.0</b>	<b>-0.6</b>	<b>1.6</b>	<b>-0.5</b>
Machines de bureau et matériel et informatique	-0.2	0.1	-0.2	-0.1	-0.1	0.2	0.0
Autres appareils électriques et électroniques non ménagers	0.0	0.1	-0.1	0.4	-0.1	0.0	-0.1
Articles de presse, librairie, papeterie, fournitures scolaires	-0.1	-1.4	0.3	0.8	-0.2	0.1	0.3
Autres produits	0.9	4.5	0.7	0.9	-0.2	1.3	-0.7
<b>INDICE GLOBAL</b>	<b>2.8</b>	<b>-2.5</b>	<b>9.0</b>	<b>5.5</b>	<b>-2.9</b>	<b>-1.4</b>	<b>-2.2</b>

Source : BCEAO

(\*) données provisoires, CVS

Tableau A2 : Indice de la production industrielle par branche, (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle					Glissement annuel	
	2018	2019		2020		2020	
	Oct	Oct	déc	sept	oct.(*)	sept	oct.(*)
<b>PRODUCTION DES ACTIVITES EXTRACTIVES</b>	<b>1.1</b>	<b>-3.7</b>	<b>2.6</b>	<b>-0.2</b>	<b>0.4</b>	<b>1.6</b>	<b>5.9</b>
Pétrole brut et gaz naturel	0.3	-0.2	0.6	-0.1	0.1	0.8	1.1
Minerais d'uranium et de thorium	1.3	0.8	0.5	0.7	0.3	0.6	0.1
Minerais métalliques	0.4	-0.5	1.0	0.5	0.7	0.9	2.1
Autres minerais	-0.9	-3.8	0.3	-1.3	-0.8	-0.6	2.5
<b>INDUSTRIES MANUFACTURIERES</b>	<b>2.8</b>	<b>1.1</b>	<b>3.0</b>	<b>2.8</b>	<b>-1.8</b>	<b>1.9</b>	<b>-1.0</b>
Produits alimentaires et de boissons	3.5	0.8	-2.1	1.3	2.2	-0.5	1.1
Produits à base de tabac	-0.1	-0.1	0.9	0.0	-0.1	0.0	0.0
Textiles	-0.6	-0.2	0.8	0.7	-0.4	0.2	-0.1
Articles d'habillement	0.0	-0.1	0.0	1.1	-1.4	0.4	-0.9
Cuir; articles de voyage et de maroquinerie, articles de sellerie et de bourrellerie; chaussures	0.1	0.2	0.1	-0.3	0.0	-0.4	-0.6
Bois et articles en bois et en liège (sauf meubles); articles de vannerie et de s'parterie	-0.1	0.2	0.2	0.4	-0.1	0.6	0.4
Papier, carton et articles en papier et en carton	0.1	0.3	0.2	0.1	0.1	-0.1	-0.2
Produits de l'édition, de l'imprimerie et supports enregistrés	-0.1	0.0	0.1	0.0	0.0	-0.1	-0.1
Produits pétroliers raffinés	-1.1	-1.5	1.0	0.3	-2.4	0.4	-0.6
Produits chimiques	0.0	0.0	2.0	-0.2	0.2	-0.4	-0.2
Caoutchouc et matières plastiques	-0.1	-0.1	-0.3	-0.8	-0.6	1.1	0.5
Autres produits minéraux non métalliques	-0.1	-0.1	1.0	0.7	0.0	0.8	0.9
Produits métallurgiques de base	0.1	-0.3	0.5	0.4	-0.1	0.2	0.3
Ouvrages en métaux (sauf machines et matériel)	1.3	2.0	-1.1	-1.7	1.3	0.0	-0.5
Machines et matériel n.c.a.	-0.1	0.0	0.0	-0.1	0.0	-0.2	-0.2
Machines et appareils électriques n.c.a.	0.1	0.1	0.0	0.2	-0.1	-0.1	-0.3
Instruments médicaux, de précision, d'optique et d'harlogerie	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Autres matériels de transport	0.0	0.0	0.0	0.1	-0.1	-0.1	-0.1
Meubles; activités de fabrication n.c.a.	0.0	0.1	0.1	0.6	-0.4	0.2	-0.3
Produits de récupération	-0.2	-0.1	0.0	0.0	0.0	-0.1	0.0
<b>PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE, DE GAZ ET D'EAU</b>	<b>0.0</b>	<b>-0.3</b>	<b>1.6</b>	<b>0.6</b>	<b>0.0</b>	<b>0.2</b>	<b>0.5</b>
Electricité, gaz, vapeur et eau chaude	0.1	-0.2	1.3	0.6	0.0	0.2	0.4
Eau	0.0	-0.1	0.1	0.1	0.0	0.0	0.1
<b>Indice Général</b>	<b>3.9</b>	<b>-2.9</b>	<b>7.3</b>	<b>3.2</b>	<b>-1.5</b>	<b>3.8</b>	<b>5.3</b>

Source : BCEAO

(\*) données provisoire, CVS



**Tableau A3 : Taux d'intérêt débiteurs des banques de l'UEMOA (%)**

	Niveau moyen mensuel				
	2017	2018	2019	2020	
	Oct	Oct	Oct	sept	oct (*)
<b>NATURE DU DEBITEUR</b>					
Etat et organismes assimilés	6.16	5.46	6.63	6.33	6.74
Particuliers	8.72	8.39	6.80	7.13	7.15
Clientèle financière	6.64	7.52	7.89	5.64	8.10
Sociétés d'Etat et EPIC	6.67	5.92	6.59	6.84	6.85
Assurances-Caisse de retraite	8.11	8.05	9.29	7.06	7.82
Entreprises privées du secteur productif	6.87	6.94	6.90	5.99	6.29
Entreprises individuelles	7.16	6.31	8.53	8.33	7.35
Coopératives et groupements villageois	9.43	10.17	10.51	9.78	8.89
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	7.86	7.54	8.15	7.03	7.13
Personnels des banques	2.43	2.26	2.81	2.06	2.16
<b>Total</b>	<b>7.12</b>	<b>6.85</b>	<b>7.02</b>	<b>6.50</b>	<b>6.69</b>
<b>OBJET DU CREDIT</b>					
Habitation	8.26	7.46	6.86	7.00	6.75
Exportation	7.89	7.25	7.83	8.72	8.48
Equipement	7.56	8.07	7.67	7.49	7.36
Consommation	8.46	8.20	6.65	6.93	6.95
Trésorerie	6.80	6.43	6.97	6.05	6.24
Autres	7.16	7.60	7.38	6.29	7.64
<b>Total</b>	<b>7.12</b>	<b>6.85</b>	<b>7.02</b>	<b>6.50</b>	<b>6.69</b>
<b>DUREE DU CREDIT</b>					
inf ou égale à 1 mois	5.96	6.14	6.95	5.39	5.97
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	6.02	6.22	6.31	5.46	5.53
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	8.00	7.46	6.91	6.97	6.73
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	7.97	6.99	7.25	7.20	7.55
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	7.38	7.12	8.28	7.70	8.06
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	7.96	7.84	7.19	7.60	7.34
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	8.36	7.69	7.67	7.33	7.71
Plus de 10 ans	6.58	6.36	3.45	5.67	5.01
<b>Total</b>	<b>7.12</b>	<b>6.85</b>	<b>7.02</b>	<b>6.50</b>	<b>6.69</b>

**Tableau A4 : Evolution des crédits mis en place par les banques de l'UEMOA**

	cumuls mensuels (en mds)				Variation mensuelle (%)		Glissement annuel (%)	
	2018	2019	2020		2020		2020	
	Oct	Oct	sept	oct (*)	sept	oct (*)	sept	oct (*)
<b>Crédits bancaires totaux</b>	1537.51	1104.44	1347.52	1564.09	41.96	16.07	13.78	41.62
Crédits aux particuliers	158.45	269.93	312.66	357.07	26.83	14.2	49.76	32.28
Crédits aux entreprises privées	762.69	570.05	684.33	753.5	30.71	10.11	-2.13	32.18
Crédits aux entreprises du secteur public	42.55	26.64	5.54	20.9	39.89	277.32	-65.99	-21.56
Crédits de trésorerie	1099.6	536.7	696.4	798.71	44.37	14.69	-1.59	48.82
Crédits de consommation	179.46	285.04	302.05	348.87	32.15	15.5	40.81	22.39
crédits d'équipement	66.49	116.11	184.8	243.59	83.34	31.82	60.55	109.8
Crédits d'habitation	23.61	10.31	12.79	77.34	-38.89	504.71	-10.84	650.01

Source : BCEAO

**Tableau A5 : Niveau des réserves libres selon la présence au refinancement**  
(en milliards, sauf indication contraire)

Pays	Banques venant au refinancement			Autres banques			Total	
	Réserves libres	RO	En % des réserves requises	Réserves libres	RO	En % des réserves requises	Réserves libres	En % des réserves requises
Bénin	41.1	42.6	96.5	42.7	6.2	690.2	83.8	171.8
Burkina	81.7	76.6	106.7	75.5	18.2	414.4	157.2	165.8
Côte d'Ivoire	168.1	198.7	84.6	643.8	104.3	617.1	811.9	267.9
Guinée-Bissau	3.8	3.2	116.5	14.1	2.0	709.1	17.9	341.7
Mali	42.3	100.2	42.2	17.4	3.5	491.6	59.7	57.5
Niger	65.5	34.3	191.2	8.9	2.4	364.3	74.4	202.7
Sénégal	117.4	111.6	105.2	228.9	42.5	538.2	346.3	224.6
Togo	36.4	22.7	160.5	32.1	16.3	197.0	68.5	175.8
<b>UMOA</b>	<b>556.2</b>	<b>589.8</b>	<b>94.3</b>	<b>1,063.3</b>	<b>195.5</b>	<b>543.8</b>	<b>1,619.6</b>	<b>206.2</b>

Source : BCEAO



**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST